

## L'ingénieur parent pauvre d'un dialogue biaisé à l'origine

Driss Lachgar lors du 3<sup>ème</sup> Congrès national du secteur des ingénieurs itihadis

*Aujourd'hui, l'Etat s'adresse aux enseignants du supérieur, aux avocats, aux médecins et à toutes les professions, mais pourquoi pas aux ingénieurs ?*



# L'ingénieur parent pauvre d'un dialogue biaisé à l'origine

Driss Lachguar lors du 3<sup>ème</sup> Congrès national du secteur des ingénieurs itihadis

*Aujourd'hui, l'Etat s'adresse aux enseignants du supérieur, aux avocats, aux médecins et à toutes les professions, mais pourquoi pas aux ingénieurs ?*

Actualité



«L'ingénieur itihadis est au cœur de la bataille du développement». Sous ce slogan et sous la présidence du Premier secrétaire de l'USFP, Driss Lachguar, les ingénieurs de l'USFP ont tenu leur 3<sup>ème</sup> Congrès national qui constitue une étape organisationnelle importante pour débattre de la réalité de l'ingénierie au Maroc, ses perspectives, et les défis auxquels elle est confrontée aux niveaux national et international, et mettre en lumière les rôles que jouent les ingénieurs itihadis dans les chantiers de développement en particulier et dans le projet sociétal que défend le parti de la Rose depuis des décennies.

Driss Lachguar a exprimé sa satisfaction de la tenue des travaux de ce Congrès national après un long retard dû essentiellement à la crise sanitaire du Covid-19, saluant tout particulièrement les membres de la commission préparatoire pour leurs efforts consentis pour la tenue de cet important événement, qui s'inscrit, faut-il le rappeler, dans le cadre de la dynamique organisationnelle que connaît le parti de la Rose depuis la tenue de son 11<sup>ème</sup> Congrès national en 2022.

Il a rappelé que le 3<sup>ème</sup> Congrès des ingénieurs itihadis représente une étape importante vu que l'ingénierie joue un rôle primordial pour relever les défis du développement au Maroc et contribuer à établir les bases de la souveraineté alimentaire, de la sécurité de l'eau et de l'énergie.

Il a également souligné que le 3<sup>ème</sup> Congrès national des ingénieurs itihadis constitue une étape importante de réflexion, d'encadrement et de travail collectif, et ce à travers l'organisation du secteur et la structuration de ses organes sur les plans national et provincial, et au niveau des

groupes de travail thématiques et l'organisation de conférences et de chantiers pour débattre des questions se rapportant à la profession d'ingénieur et de technologie et des projets et programmes d'équipement et de développement sur l'ensemble du territoire national sous l'égide de la direction du parti, qui tient à accompagner toutes les initiatives à tous les niveaux.

Le Premier secrétaire de l'USFP a aussi mis en avant que l'ingénieur est au centre du projet de développement et que la profession d'ingénieur dans le monde d'aujourd'hui est au centre du développement lié à divers domaines tels que la médecine, la bourse, les statistiques, entre autres domaines.

Le leader itihadis a également mis l'accent sur l'importance de l'ingénierie dans la vie moderne, indiquant que la révolution actuelle opérée par l'intelligence artificielle aura de toute évidence un impact sur la vision du monde.

Il a appelé à s'ouvrir sur de jeunes ingénieurs, car tous les secteurs ont besoin de l'ingénierie, exprimant son étonnement quant à l'exclusion de l'ingénieur de l'élaboration du projet de développement.

Dans la même veine, Driss Lachguar a salué les compétences dont disposent les ingénieurs itihadis : «La formation que vous avez acquise, ainsi que l'expérience et le savoir-faire dans la gestion des affaires nationales et locales vous permettent d'occuper des postes importants dans le processus de prise de décision et de mise en œuvre, d'évaluation et de valorisation de tous les projets de développement globaux et intégrés dans notre pays».

D'un autre côté, Driss Lachguar a critiqué le traitement réservé par le gouvernement aux ingénieurs au Maroc.

«Aujourd'hui, l'Etat s'adresse aux enseignants du supérieur, aux avocats, aux médecins et à toutes les professions, mais pas aux ingénieurs. Ils sont exclus, car personne ne s'est adressé à eux depuis des années, comme si nous leur étions hostiles», a-t-il martelé.

#### Création d'une instance nationale

Par ailleurs, le Premier secrétaire de l'USFP a appelé à la création d'une instance nationale défendant les intérêts de l'ingénieur et de la profession.

Driss Lachguar a expliqué que l'USFP présentera une proposition de loi relative à la création d'un Ordre national défendant les ingénieurs marocains et entamera des discussions avec les autres partis politiques à propos de ce sujet.

«Nous vous exhortons à prendre les devants dans une dynamique créative et éclairée pour créer l'Organisation nationale des ingénieurs marocains en coopération avec toutes les potentialités sectorielles dans notre pays», a-t-il précisé dans son discours devant un parterre d'ingénieurs itihadis représentant toutes les régions du Royaume.

#### Représentativité des femmes ingénieurs

Le dirigeant itihadis a, par ailleurs, affirmé que le secteur des ingénieurs itihadis a non seulement rendu service à l'USFP, mais aussi au pays, appelant tout particulièrement à une bonne représentativité des femmes ingénieurs au sein du conseil de coordination, étant donné la centralité de la question des femmes dans son projet sociétal.

Il a également rappelé le rôle important qu'a joué l'Union nationale des ingénieurs marocains (UNIM), lorsqu'elle était dirigée par des ingénieurs itihadis et les acquis réalisés en faveur de la profession et des ingénieurs avant que des problèmes organisationnels ne surgissent en raison de luttes futiles entre certaines parties au sein de l'UNIM.

Driss Lachguar a précisé que le secteur des ingénieurs itihadis a toujours tenu à défendre l'indépendance de l'organisation, soulignant que cette indépendance ne signifie absolument pas la neutralité passive, car les ingénieurs ont le droit de prendre part à tous les combats du peuple marocain pour la dignité, la justice, la liberté et l'égalité.

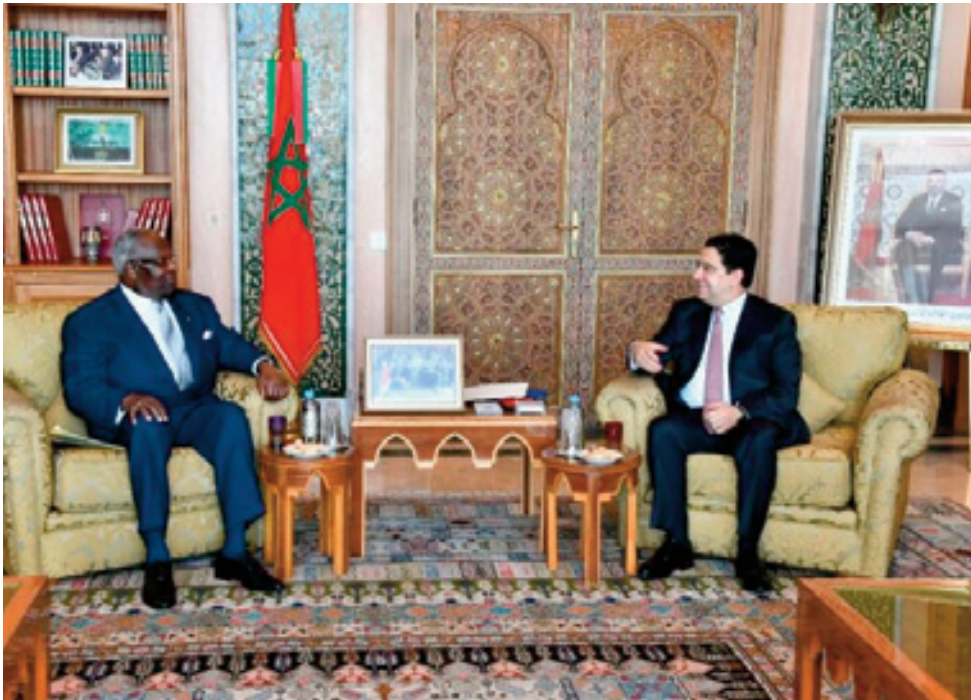
«Nous connaissons vos engagements dans l'action politique fructueuse et vos aspirations à participer activement au développement, à la démocratie, à la bonne gouvernance réelle et tangible et à la lutte contre toutes les formes de corruption où qu'elles existent. Nous savons également à quel point vous tenez à organiser, réglementer et valoriser la profession d'ingénieur dans notre pays, telle qu'elle est pratiquée dans de nombreux pays du monde.

Par conséquent, nous vous exhortons à élargir et à renforcer le secteur des ingénieurs itihadis et à s'ouvrir à tous les ingénieurs itihadis qui n'ont pas pu nous rejoindre aujourd'hui, et à toutes les compétences en ingénierie dont regorge notre pays, et ce par une communication continue et un travail au niveau sectoriel et sur le terrain, en concertation avec vos propres organisations et au sein des organisations du parti», a conclu le dirigeant de l'USFP.

Mourad Tabet



# M. Bourita reçoit l'ancien président malawite, porteur d'un message du chef d'État du Malawi à SM le Roi



**L**e ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, a reçu, vendredi à Rabat, l'ancien chef d'État malawite, Dr. Elson Bakili Muluzi, porteur d'un message adressé par le président de la république du Malawi, Lazarus Chakwera, à SM le Roi Mohammed VI.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette entrevue, l'Envoyé spécial du président du Malawi a salué l'excellence des relations entre son

pays et le Maroc.

L'ancien chef d'État malawite s'est félicité de la dynamique en cours dans les relations entre le Malawi et le Maroc, affirmant qu'un ambassadeur sera envoyé "très prochainement pour représenter son pays à Rabat".

"Le Maroc, une économie en croissance, a un potentiel de développement solide en Afrique et je pense qu'il est important pour nous d'instaurer des relations de coopération" avec le Royaume, a-t-il souligné.

Les relations entre le Maroc et le

Malawi se sont inscrites dans une dynamique de développement dans tous les domaines depuis que ce pays de l'Afrique australe a retiré sa reconnaissance de la fantomatique "rasd".

En outre, le Malawi a été l'un des premiers pays à ouvrir un consulat général à Laâyoune, en juillet 2021, événement qui a inauguré une nouvelle ère marquée par le renforcement des relations maroco-malawites et le développement d'une coopération accrue dans tous les domaines d'intérêt commun.

## Les Emirats arabes unis réaffirment leur "soutien total" à la souveraineté du Maroc sur son Sahara

**L**es Emirats arabes unis ont réitéré, devant les membres du Comité des 24 (C24) de l'ONU, leur "soutien total" à la souveraineté et aux droits légitimes du Maroc sur l'ensemble de son Sahara. "L'Etat des Emirats arabes unis renouvelle son soutien total au Royaume du Maroc frère dans les mesures qu'il entreprend pour défendre ses droits légitimes et ses causes justes, y compris sa souveraineté sur l'ensemble de la région du Sahara marocain", a affirmé le représentant émirati, Majid Khamis Al Ali, lors de la réunion annuelle du C24 tenue à New York.

Le diplomate a également exprimé le soutien de son pays à l'initiative d'autonomie présentée par le Maroc en 2007 et que le Conseil de sécurité qualifie de "sérieuse et de crédible" dans ses résolutions, soulignant que cette initiative est une "solution importante" en phase avec la Charte des Nations unies et les résolutions de l'organisation internationale et qui respecte l'intégrité territoriale du Maroc.

Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur l'importance de reprendre le processus des tables rondes entre les parties, tout en se félicitant de la tenue des deux sessions de tables rondes en 2018 et 2019 à Genève. Le diplomate a, par ailleurs, salué les efforts de l'Envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara, Staffan de Mistura et les tournées qu'il a effectuées dans la région en janvier, juillet et septembre derniers.

Il a, de même, relevé que l'ouverture par son pays d'un consulat général au Sahara marocain, à l'instar des autres pays, traduit la conviction inébranlable des Emirats arabes unis de la souveraineté du Maroc sur son Sahara, indiquant que l'intégrité territoriale du Royaume ne doit faire l'objet d'aucune atteinte.

Dans ce sens, le diplomate s'est félicité de l'ouverture par 28 pays de leurs consulats généraux dans les villes de Laâyoune et Dakhla.

Abondant dans le même sens, le diplomate émirati a salué les efforts soutenus que déploie le Maroc en vue d'améliorer les conditions de vie des populations au Sahara et d'élever les indicateurs de développement humain dans cette région dans le cadre du modèle de développement des provinces du Sud lancé par SM le Roi Mohammed VI en 2015.

## Jorge Dezcallar : *Le plan marocain d'autonomie est la solution réaliste pour clore ce dossier*

**L**e plan d'autonomie, présenté par le Maroc pour résoudre le différend autour du Sahara, est "la solution réaliste", a affirmé Jorge Dezcallar, ancien ambassadeur d'Espagne au Maroc et ancien directeur du Centre national espagnol d'intelligence.

L'autonomie sous souveraineté marocaine est la "solution vraiment réaliste" au dossier du Sahara, a dit M. Dezcallar dans un entretien au journal électronique espagnol "El Independiente", publié samedi.

Écartant catégoriquement tout projet autre que celui proposé par le Maroc, M. Dezcallar a assuré que les "grandes puissances mondiales" appuient l'initia-

tive marocaine.

L'ancien ambassadeur de l'Espagne aux États-Unis et au Vatican a fait observer qu'au moment où les provinces du sud du Maroc se développent, "ceux qui sont dans les camps de Tindouf vivent dans des conditions très difficiles". "Laâyoune est aujourd'hui un paradis en termes d'infrastructures et d'attraction d'investissements", a-t-il soutenu.

S'agissant des relations entre Rabat et Madrid, M. Dezcallar s'est dit "un fervent partisan d'une relation forte, étroite et solide avec le Maroc". "Ce qui est bon pour l'Espagne est bon pour le Maroc et vice-versa", a-t-il conclu.



## Omar Abboud, directeur de l'Institut du dialogue interreligieux en Argentine *Historiquement, le Maroc est un pays de dialogue et une passerelle entre l'Orient et l'Occident*



Le Maroc a été historiquement un pays de dialogue et a joué le rôle de passerelle entre l'Orient et l'Occident, a affirmé le président de l'Institut du dialogue interreligieux en Argentine, Omar Abboud.

Evoquant la tenue de la Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel, organisée à Marrakech (13-15 juin), Omar Abboud a souligné dans une déclaration à la MAP que la culture du dialogue est inscrite dans l'ADN même du peuple marocain.

Selon M. Abboud, qui était député de la ville de Buenos Aires et a présidé la commission de la culture au sein du Parlement local,

la Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel "n'est pas seulement un signe de maturité d'une nation et d'un pays en matière de recherche du dialogue, mais elle reflète aussi l'appel lancé par SM le Roi Mohammed VI au monde selon lequel le dialogue est primordial et que la seule voie qui vaille est celle du dialogue".

Le président de l'Institut pour le dialogue interreligieux, dont le siège se trouve à Buenos Aires, a affirmé qu'avec ce congrès, SM le Roi a montré sa vocation de dialogue, ajoutant que dans ce contexte le Royaume donne l'exemple.

# Journée internationale contre les discours de haine, l'occasion de souligner le rôle avant-gardiste du Royaume en la matière

La Journée internationale de la lutte contre les discours de haine, célébrée le 18 juin de chaque année, est une occasion de mettre en avant le rôle avant-gardiste du Maroc, sur les plans continental et international, et ses efforts louables dans ce domaine, déployés sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

L'apport du Maroc aux efforts et initiatives internationaux visant à combattre les discours de haine servant à attiser la peur et à diviser est indéniable. Cette journée a été d'ailleurs proclamée par l'Organisation des Nations unies (ONU) à l'initiative du Royaume, en juillet 2021.

La Secrétaire générale adjointe, conseillère spéciale de l'ONU pour la prévention du génocide, Alice Wairimu Nderitu, avait qualifié le Royaume, lors d'un événement de haut niveau organisé en juin 2022 à New York, de "force motrice" dans l'adoption de la résolution en vertu de laquelle le 18 juin a été proclamé Journée internationale de lutte contre les discours de haine.

Dernière initiative en date entreprise par le Maroc dans ce sens sur le plan multilatéral, la Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel, tenue du 13 au 15 juin à Marrakech, et dont les participants ont lancé un appel urgent pour lutter contre les discours de haine ou de mépris à l'égard de

personnes en raison de leur appartenance à une religion ou à une conviction, et à s'attaquer vigoureusement aux traitements discriminatoires.

Dans la "Déclaration de Marrakech" sanctionnant les travaux de cet événement de grande envergure, ils ont souligné l'importance d'élaborer des codes de conduite parlementaires au niveau mondial pour veiller au respect du droit à la liberté de religion et de conviction, et prévenir les discours de haine.

Les pas franchis par le Maroc en matière de lutte contre les discours de la haine, sur le plan national et continental, sont illustrés également par la stratégie du Royaume en matière d'immigration et d'asile, axée sur la promotion des valeurs d'acceptation, de coexistence et d'intégration.

Le Maroc a œuvré, en outre, au renforcement de son arsenal législatif et institutionnel, dans le but de promouvoir l'acceptation, la reconnaissance mutuelle et le respect de l'autre, bannir les stéréotypes et la haine et promouvoir les enseignements d'un Islam modéré.

Dans le même cadre, le Royaume a opéré une révision complète de son système éducatif, à travers notamment une réforme des établissements d'enseignement religieux.

Les notions de l'altruisme et de la diversité religieuse ont été introduites dans l'ensemble des cours de



formation générale, tandis que plusieurs centres spécialisés de recherche ont été créés dans ce domaine.

Par ailleurs, l'ONU reste au centre des efforts mondiaux visant à adopter une vision commune en matière de lutte contre les discours de haine.

Dans son message à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre les discours de haine, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, appelle cette année "à renouveler notre engagement à prévenir et faire cesser ce phéno-

mène toxique et destructeur, tout en favorisant l'avènement de communautés et de sociétés inclusives, justes et pacifiques et en protégeant les droits et la dignité de toutes et tous".

"Les discours de haine servent à attiser la peur et à diviser, souvent à des fins politiques, aux dépens des communautés et des sociétés qui en font les frais. Ils incitent à la violence, exacerbent les tensions et entravent les efforts de médiation et de dialogue. Le discours haineux est l'un des signes avant-coureurs des génocides et d'autres atrocités

criminelles", a-t-il dit.

"Nous avons le pouvoir et le devoir de sensibiliser le public aux dangers qu'ils représentent ainsi que de faire un travail de prévention et d'oblitération ces discours sous toutes leurs formes", a-t-il estimé.

La stratégie et le plan d'action des Nations unies pour la lutte contre les discours de haine constituent désormais le cadre global pour remédier aux causes et aux effets des discours de haine, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains.

# Les réalisations du Maroc en matière de protection de l'enfance présentées à Bilbao

Les réalisations et les importantes avancées législatives du Maroc en matière de protection des droits des enfants ont été mises en exergue, vendredi à Bilbao, lors d'une journée ouverte tenue en présence d'avocats, de juristes, d'ONG actives dans le domaine de l'enfance et de représentants des départements régionaux basques en charge de l'immigration.

Les participants à cette ren-

contre, initiée par le consulat général du Royaume du Maroc à Bilbao en collaboration avec le Service basque d'assistance juridique, d'intégration et de la coexistence interculturelle (Biltzen) et le Barreau des avocats de Biscaye, a été l'occasion de passer en revue les différentes démarches entreprises par le Maroc en vue d'améliorer les conditions de l'enfance marocaine et de souligner l'intérêt particulier accordé par le

Royaume pour garantir les droits de l'enfant et leur donner le statut qu'ils méritent au sein de la société.

Ils ont également mis en relief les différents mécanismes de protection et de défense des intérêts de l'enfant et la promotion de ses droits économiques et sociaux au Maroc, qui s'est traduit dans divers textes de la législation marocaine.

Les mesures prises par les différents intervenants ont permis de

mettre en place un environnement de protection des enfants contre toutes les formes de négligence, d'agression, de violence ou d'exploitation en plus de garantir un système de protection intégré pour les enfants conformément aux dispositions des conventions et traités internationaux ratifiés, a relevé, à cet égard, le consul général du Maroc à Bilbao, Sidi Mohamed Biedallah.

A cet égard, il a mis en relief

l'engagement constant du Maroc en faveur de l'enfance et de la jeunesse, conformément à la Haute Vision clairvoyante de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

A cette occasion, un échange a eu lieu autour des questions liées aux bonnes pratiques en matière d'inclusion sociale des mineurs en situation difficile dans le droit marocain, avec une présentation des dispositions de la loi 15.01 régissant la Kafala.



## Interpellation à Al Hoceima de 4 individus soupçonnés de liens avec un réseau criminel s'activant dans l'organisation de la migration illégale

Les éléments du service régional de la police judiciaire à Al Hoceima ont interpellé, vendredi soir sur la base de renseignements précis fournis par les services de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), quatre individus soupçonnés de liens avec un réseau criminel s'activant dans l'organisation de la migration illégale et la traite d'êtres humains, apprend-on de source sécuritaire.

Cette opération sécuritaire menée à Al Hoceima a permis l'interpellation des mis en cause, âgés entre 30 et 47 ans, en flagrant délit de préparation d'une opération d'immigration illégale par voie maritime au profit de 4 candidats à la migration.

Les perquisitions effectuées ont abouti à la saisie d'une em-

barcation de pêche et d'un moteur hors-bord qui auraient été utilisés dans cette activité criminelle.

L'opération de pointage de l'un des suspects à la base de données de la Sûreté nationale a révélé qu'il fait l'objet d'un avis de recherche au niveau national pour son implication présumée dans une affaire similaire.

Les mis en cause ont été placés en garde à vue, alors que les candidats à l'immigration clandestine ont été soumis à l'enquête judiciaire menée sous la supervision du parquet compétent pour élucider les tenants et aboutissants de cette affaire, ainsi que ses éventuelles ramifications sur les plans national et international, conclut-on de même source.



# Société

## La résistance à Casablanca, une histoire riche en enseignements qu'il faut transmettre aux générations actuelles



Les participants à un colloque organisé samedi dans la capitale économique pour la commémoration de la Journée nationale de la résistance, ont estimé que l'histoire de la résistance à Casablanca est riche en valeurs de patriotisme et de sacrifice qui doivent être transmises aux générations actuelles, pour la défense de la patrie.

Organisée par la Fondation Mohamed Zerkouti pour la culture et la recherche et la Fondation de la Mosquée Hassan II à Casablanca, la rencontre a

permis de faire la lumière sur les valeurs de patriotisme, de sacrifice, et d'anticipation de l'avenir.

A cette occasion, le conservateur de la Fondation de la Mosquée Hassan II de Casablanca, Bouchaïb Fekar, a souligné l'importance de ne pas occulter ces valeurs et la nécessité de les transmettre aux jeunes, notant que le colloque sur l'histoire de la résistance à Casablanca a été l'occasion d'évaluer les contributions des historiens à cette histoire, ainsi que leur apport à l'histoire du mouvement national de manière gé-

nérale.

Il a affirmé que ce colloque vise à servir la recherche scientifique, la culture et la réflexion fondée sur la conviction que la ville de Casablanca doit être à égalité entre la dimension économique et les dimensions culturelles et spirituelles.

De son côté, Abdelkrim Zerkouti, président de la Fondation Mohamed Zerkouti pour la culture et la recherche, a estimé que le débat sur l'histoire de la résistance, qui constitue une étape centrale dans les efforts de pré-

servation de la mémoire vivante, revêt des significations libératrices qui s'étendent dans le temps afin d'en tirer des leçons et des enseignements.

Dans ce sillage, il a fait savoir que le bilan des réalisations scientifiques concernant les travaux sur l'histoire de la résistance à Casablanca peut servir de point d'entrée pour élargir les domaines de recherche et ouvrir de nouvelles perspectives aux chercheurs pour des projets prometteurs.

Pour sa part, le chercheur Nouredine Ferdi a estimé que la résistance est un flux de valeurs pour la commémoration, soulignant que la mise en lumière de l'esprit de résistance dans le cœur des jeunes est nécessaire pour survivre dans un monde en constante évolution.

Quant au chercheur Mohammed Maarouf Dafali, il a exprimé l'importance de préserver ces valeurs liées au patriotisme, au sacrifice et à la vision d'avenir, notant que la poursuite de la recherche scientifique sur cette résistance complètera le tableau.

A cette occasion, une vidéo a été présentée sur la résistance à Casablanca, mettant l'accent sur les luttes du martyr Mohamed Zerkouti et les cellules qui étaient actives sur le terrain.

Une exposition de photos des martyrs de l'indépendance a également été organisée à la médiathèque de la Mosquée Hassan II.

## Une délégation marocaine spécialisée dans l'architecture archéologique en visite à Al-Qods

Une délégation marocaine composée d'ingénieurs et d'experts spécialisés dans la restauration de bâtiments archéologiques et l'entretien de l'architecture historique effectue actuellement une visite à Al-Qods dans le but d'échanger expertises et expériences avec leurs homologues palestiniens.

Cette visite, qui se poursuivra jusqu'au 22 juin, intervient à l'invitation de l'Association du Centre culturel marocain - Dar Al-Maghrib à Al-Qods -, avec le soutien de l'Agence Bayt Mal Al-Qods Acharif, dans le cadre des activités organisées par le Centre à l'occasion de la Journée internationale du patrimoine humain immatériel, célébrée le 18 avril 2023.

La délégation marocaine comprend le directeur de l'Agence de la réhabilitation de la

ville de Fès, Fouad Serghini, le directeur national du Programme de valorisation durable des ksour et kasbah du Maroc, Bouazza Baraka, le directeur du Centre de restauration et de réhabilitation du patrimoine architectural des zones atlasiques, Mohamed Bousalah, le président de Conseil régional de l'Ordre des architectes de Fès, Saadi Karim, ainsi que l'expert dans le domaine du patrimoine, Abdellah Alaoui, et l'expert en arts et patrimoine artistique, Chokri Ben Tavit.

La délégation a entamé sa visite par une tournée dans Al-Balda Al-Qadima et ses monuments religieux et culturels, au premier rang desquels la mosquée bénie Al-Aqsa, l'église de Saint-Sépulcre et Dar Al-Maghrib sur l'avenue Al Alam, en plus de réunions avec le Département des affaires islamiques et la

Fondation de coopération.

La délégation participe également à l'animation d'une conférence spécialisée dans le domaine de l'architecture archéologique à l'Université Al-Qods sur le thème "Entre le Maroc et Al-Qods: Intersections des expériences marocaines et palestiniennes dans la protection et la préservation de l'architecture archéologique".

La délégation marocaine tiendra également des réunions à Ramallah avec l'Association des ingénieurs palestiniens et rencontrera l'ambassadeur du Maroc en Palestine, en plus de visites dans le village de Battir et dans les gouvernorats de Bethléem, Al-Khalil et Ariha, pour s'informer sur les caractéristiques du patrimoine archéologique de ces régions et l'ampleur de l'impact de la succession des

civilisations sur les modèles architecturaux authentiques de cette terre bénie.

Il est à noter qu'une délégation d'ingénieurs palestiniens d'Al-Qods a effectué une visite au Maroc, l'année écoulée, ayant été marquée par des réunions officielles et des visites de terrain dans plusieurs régions du Royaume, au cours desquelles elle a pris connaissance de plusieurs projets de conservation et de restauration en cours, notamment les programmes de valorisation durable des ksour et kasbah d'Ouarzazate, Errachidia et Midelt, ainsi que les chantiers de restauration de monuments historiques, les chantiers d'aménagement de l'espace public, et de restauration d'espaces d'artisanat et activités commerciales dans les villes de Marrakech, Rabat, Casablanca et Fès.

# Comment la Banque de développement peut octroyer des prêts sûrs aux pays pauvres



Les dirigeants de la planète vont bientôt se réunir à Paris à l'occasion du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, plus connu sous le nom de sommet Macron. Pour reprendre les termes de Catherine Colonna, ministre française des Affaires étrangères, le but en est de construire un nouveau contrat financier efficace entre Nord et Sud.

Parmi les objectifs de ce sommet, l'un des premiers est d'améliorer l'accès des économies fragiles aux financements nécessaires pour répondre à l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, aux exigences de la transition verte et aux défis du développement. Que cet accès renouvelé aux facilités financières ne crée pas plus de problèmes qu'il en résout apparaît comme une question centrale.

Le choix de Paris pour la tenue du sommet Macron semble parfaitement approprié, tant la France, à cet égard, offre un cas d'école. En 1947, c'est en effet la France de l'après-guerre, encore financièrement et économiquement fragile, qui obtint la première un prêt de la Banque mondiale. La Banque lui octroya 250 millions de dollars, «pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.»

À l'instar de ce qui se passe aujourd'hui, l'un des objectifs fondamentaux du prêt de 1947 était d'aider le gouvernement français à couvrir les besoins énergétiques indispensables à la remise sur pied de l'économie du pays. Outre l'acier, les engrais et les graisses animales, le prêt finançait l'importation de 7 millions de tonnes de charbon et de 1,2 million de tonnes de produits pétroliers.

Avec un taux d'intérêt de 3,25% et une commission annuelle de 1%, le prêt était très avantageux. Le coût du service, à 4,25% était bien moins cher que ce qui se pratiquait sur les marchés, et la France en ruines de l'après-guerre aurait de toute manière eu peu de chances de rassembler des capitaux privés. Le prêt était à trente ans, assorti de cinq années de grâce, avec des paiements minimes au cours des dix premières années, tout cela en reconnaissance des ressources limitées du Trésor français et de la situation économique difficile dans laquelle était plongé le pays.

Les conditions attachées à son obtention rappellent les pratiques actuelles. La Banque mondiale voulait des preuves que les procédures seraient suivies à la lettre pour les objectifs approuvés. Ses équipes vérifiaient les contrats passés avec les fournisseurs, jusqu'à la moindre facture. Le négociateur français y vit un affront fait à son pays, mais à cheval donné – ou même prêté –, on ne regarde pas la bride.

Ce premier prêt de la Banque mondiale continue d'imposer son ombre projetée à la pensée officielle. Trois quarts de siècle plus tard, la norme pour les prêts accordés par les banques multilatérales de développement (BMD) continue d'être une échéance de trente ans, assortie de dix années de grâce et à des taux d'intérêt préférentiels. De même, l'objectif principal du sommet Macron est de soutenir la reconstruction économique et le développement en apportant des prêts à long terme et à des taux d'intérêt faibles ; la seule exigence nouvelle

est qu'aujourd'hui l'approvisionnement énergétique doit être vert. Plus ça change... serait-on tenté de dire...

Il existe encore un autre trait commun, qui passe inaperçu. Comme en 1947, les BMD se déchargent sur leurs emprunteurs du risque monétaire.

En 1950, un dollar coûtait 3,50 francs français ; en 1958, lorsque le franc fut dévalué, le taux de change est monté, à 4,20 francs. En 1959, il grimpa au-dessus de 4,90 francs et une nouvelle dévaluation, en 1969, l'amena presque à 5,2. En tout, le coût en francs du paiement des intérêts en dollars s'éleva de 50%. Les remboursements annuels du gouvernement français connurent même une hausse encore plus brutale, car la période de grâce initiale eut pour conséquence que le remboursement du principal s'étala non sur trente, mais sur vingt ans.

Les pays à faible revenu font face aujourd'hui au même problème. Depuis que les BMD prêtent en dollars, les pays pauvres sont cloués aux hausses du billet vert, et le marteau cloue d'autant plus fort que le pays est plus pauvre, car la période de grâce des prêts obtenus des BMD concentre l'amortissement des remboursements sur une période plus courte. Ainsi une augmentation de capital des BMD et un autre tour de prêts préférentiels, comme les proposera probablement le sommet Macron, créeront plus de problèmes qu'ils n'en résoudront si les prêts concédés sont à nouveau libellés en dollars.

Dans certains cas, la Banque mondiale convertit ses débours en dollars dans des devises locales, en recourant

à des crédits croisés. Mais la Banque n'inscrit pas à son bilan les risques monétaires. Elle ne se risque à des conversions en devises locales que lorsqu'elle peut assortir ces crédits croisés de contreparties de marché. Et pour les pays pauvres, de telles contreparties n'existent pas, étant donné l'illiquidité de leurs marchés.

Plutôt que d'octroyer à la Banque mondiale plus de capital et de l'autoriser à emprunter afin de pouvoir prêter plus, mais en dollars, la réunion des actionnaires au sommet Macron devrait créer un fonds de garantie destiné à recapitaliser la Banque dans l'éventualité de pertes liées aux variations des taux de change. La Banque pourrait alors conserver tranquillement dans ses bilans ses crédits croisés et ses prêts en devise locale. En outre, les dirigeants planétaires pourraient s'accorder au renforcement de mécanismes comme TCX [fonds spécial visant à couvrir le décalage de devises et de taux d'intérêt qui se crée entre les investisseurs internationaux et les emprunteurs locaux dans les marchés émergents] (n.b. : l'un des deux rédacteurs de cette tribune en est le président), créés afin d'ouvrir un accès à l'emprunt souverain en devise locale indexée pour les pays à faible revenu.

Ces décisions, en somme assez simples, élimineraient aujourd'hui le spectre qui autrefois, après la Seconde Guerre mondiale, hanta la France et qui encore, aujourd'hui, plane sur les pays à faible revenu.

**Par Barry Eichengreen**  
Professeur d'économie et de sciences politiques à l'université de Californie à Berkeley



# Le casse-tête des engrais

Le système alimentaire mondial ne fonctionne plus. Largement dominé par des multinationales, il permet et encourage des modèles de production et de consommation qui ne sont ni durables, ni sains, tout en générant d'immenses quantités de déchets à tous les stades de la production et de la distribution.

Ce système produit également des émissions massives de gaz à effet de serre, infligeant ainsi des dégâts écologiques majeurs, et privant les petits exploitants agricoles de moyens de subsistance sûrs et viables dans de nombreux pays. Sans doute pire encore, l'accès à l'alimentation demeure profondément inégal, ce qui conduit à une aggravation des famines.

Remédier à ce dysfonctionnement aux multiples facettes constitue un exercice considérable et complexe. Toute solution potentielle impliquera certainement des compromis, compte tenu d'une tension évidente entre la nécessité de répondre aux augmentations de prix à court terme et celle d'appliquer des stratégies à long terme en direction d'une production durable et d'une distribution équitable.

La pénurie mondiale d'engrais illustre cette situation. Les prix ont explosé en 2021 en raison de l'augmentation du coût du gaz naturel, intrant indispensable aux engrais à base d'azote, et ont continué de grimper en flèche en 2022 après que la guerre en Ukraine ait entraîné des sanctions contre la Russie, pays exportateur majeur d'engrais.

Il est toutefois devenu de plus en plus clair que les sociétés ont exploité cette crise pour élever leurs prix au-dessus de l'augmentation de leurs coûts. Une étude récente publiée par l'organisation GRAIN et l'Institute for Agriculture and Trade Policy révèle que les profits des neuf plus grandes

entreprises d'engrais au monde sont passés d'environ 14 milliards \$ en 2020 à 28 milliards \$ en 2021 – pour grimper ensuite jusqu'à 49 milliards \$ en 2022.

Il est important de souligner que ces augmentations des prix des engrais ne sont pas liées à des volumes de vente plus élevés. Elles reflètent davantage un phénomène de « greedflation » : les sociétés en question ont exploité les chocs d'offre pour accroître considérablement leurs marges de profit – qui sont passées d'environ 20% sur les ventes en 2020 à 36% en 2022.

Bien que les prix des engrais aient quelque peu diminué depuis le début de l'année, ils demeurent prohibitifs pour la plupart des petits exploitants agricoles à travers le monde, notamment dans les pays à revenu faible, où les agriculteurs doivent payer près de trois fois plus cher ce qu'ils payaient il y a encore quelques années pour fertiliser leurs cultures. A mesure que ces petits exploitants agricoles s'enfoncent plus profondément dans la dette, beaucoup se retrouvent contraints de réduire leur utilisation d'engrais, ce qui affecte les rendements et menace la sécurité alimentaire nationale. La persistance d'un haut niveau de prix des engrais, ont mis en garde les Nations unies fin 2022, risque de changer l'actuelle « crise de l'accessibilité » en une « crise de la disponibilité ».

Afin de prévenir davantage de perturbations sur les chaînes d'approvisionnement alimentaires, les gouvernements de l'Inde, du Kenya et des Philippines ont augmenté les subventions aux agriculteurs, tandis que l'Union européenne a adopté des mesures d'encouragement de la production domestique d'engrais.

Seulement voilà, l'utilisation d'engrais chimiques est elle-même à l'origine de problèmes écologiques majeurs, soulevant un

certain nombre de risques pour la durabilité de l'agriculture et pour la planète.

En plus de représenter 2,4% du total des émissions de gaz à effet de serre, les engrais chimiques provoquent dégradation des sols, appauvrissement de la couche d'ozone, perte de biodiversité et pollution de l'air.

Compte tenu de ces risques, les gouvernements doivent éviter les réactions réflexe de nature à mettre à mal la durabilité écologique à long terme. Les dirigeants politiques doivent davantage subventionner les technologies agroécologiques alternatives basées sur des pratiques telles que la rotation des cultures ainsi que les engrais et pesticides naturels, susceptibles de réduire le recours aux engrais chimiques tout en maintenant les rendements.

Cette approche serait non seulement synonyme de réduction des coûts pour les agriculteurs, mais atténuerait également les dégâts environnementaux provoqués par les engrais à base d'azote. Par ailleurs, ces technologies alternatives existent d'ores et déjà. Viables, elles n'attendent plus que de voir reconnu par les politiques agricoles leur potentiel immense.

Cette transition ne saurait évidemment être menée dans la précipitation. Lorsque le Sri Lanka a brusquement interdit les importations d'engrais chimiques en 2021, une réduction dramatique de la production alimentaire nationale ainsi que plusieurs pénuries alimentaires sévères en ont résulté.

Un ensemble croissant de données suggère néanmoins que la mise en œuvre d'approches agroécologiques pourrait renforcer la productivité ainsi que la qualité des sols, et que ces pratiques pourraient être développées à plus grande échelle en fonction des besoins.

Malheureusement, l'essentiel de l'invest-

tissement privé et des aides étrangères en provenance de donateurs publics et privés continue de miser sur un recours accru aux engrais chimiques, plutôt que sur l'emploi de davantage de ressources en faveur de l'agriculture écologique.

A titre d'illustration, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), fondée en 2006 avec le soutien de fondations de premier plan, préconise un modèle industriel d'agriculture impliquant l'utilisation massive de variétés de semences à rendement élevé, parallèlement à l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques.

Plusieurs études indépendantes et évaluations demandées par l'AGRA elle-même révèlent que l'organisation est encore loin d'honorer ses objectifs de multiplication par deux des rendements et des revenus pour des millions de petits exploitants agricoles africains.

Pendant ce temps, les agriculteurs du continent deviennent de plus en plus vulnérables à mesure que s'accroît leur dépendance aux engrais chimiques et autres achats d'intrants dont les prix ont explosé.

Pour surmonter le défi environnemental auquel notre monde est confronté, et pour atténuer les pires effets du changement climatique, nous devons réorienter le système alimentaire mondial sur une trajectoire plus durable et plus équitable.

Une transformation est pour cela nécessaire dans de nombreux domaines de la production alimentaire, en particulier sur les marchés hautement oligopolistiques des variétés et intrants agricoles. En réduisant notre recours aux engrais chimiques, nous pourrions transformer la crise alimentaire actuelle en une véritable opportunité.

Par Jayati Ghosh  
Professeur d'économie à l'Université  
du Massachusetts à Amherst



Par Abou Salma

abousalma10@gmail.com

Mots flechés

Jeux & Loisirs

SENSATIONNEL	SUCRE	EN VÉRITÉ	LAPALISSE	OPUS	ZÉPHYR	BONIFICATION	IMPRÉVU	HORS DU COMMUN
DÉLÉGUÉ								
				CONNU	NOTE		ANCIEN	
ENVIE		RÂPÉES					EN ACTIVITÉ	
DÉMONSTRATIF					ARTICLE GRECQUE			BORD INTÉRIEUR D'UN PLAT
SODIUM	STÉRILE	VILLE DE FRANCE						
	EN MARS			ENTRE 3 ET 4 AMIS		DÉSOLANT	LETTRES DE TRUMP	
TOURNOI								
	NOUVEAU RUDIMENTS				RADIUM EN BERNE		EN PRIME VOYELLES	
APERÇU			TRAVESTI					
ÉTANG			ALLANT CHOISI					
DEMI-WHISKY		FORME D'ÊTRE			EN BIÀIS		POSSÉSSIF	PARTIE DE BRIDGE
EN FRICHE		COBALT			CALCIUM			
	ROMAINS			OPPOSÉ				
MÉTAL								
IL FAIT PEUR								

Solution mots flechés d'hier

	C					E	F	
	C	O	N	F	I	D	E	N
	N	E	I	G	E	E	O	N
	T	A	G	S	I	R	T	A
	R	E	T	A	N	G	L	Y
	R	A	T	E	P	U	I	S
	V	I	P	P	U	I	S	S
	E	F	F	A	R	O	U	C
	A	N	A	R	O	E	R	O
	T	E	N	D	U	E	A	N
	I	V	R	E	T	O	L	
	N	O	T	E	R	P	E	L
	N	E	U	T	R	A	L	I

**Directeur de la Publication et de la Rédaction**  
Mohamed Benrabia

**Secrétaire général de la rédaction**  
Mohamed Bouarab

**Rédaction**  
Hassan Bentaleb  
Alain Bouafra  
Mouad Tabet  
Wafaa Mejdoubi  
Mehdi Ouassat  
Rachid Meftah

**Responsable des ressources humaines**  
Aïcha Rachdi

**Directeur artistique**  
Fouad Ezziar

**Service technique**  
Khadija Seli (Responsable)  
Myriem Rahane  
Khadija Halali  
Hafid Bouzarrouta  
Mariama Farki  
Elkandoussi Elmaridi

**Révision**  
Abdelouassim Warrach  
**Secrétaire**  
Asmaa Tabaa

**Photographe**  
Ahmed Laraki  
**Correspondants**  
Ahmedou El Katab (Lalyoune)  
Abdelali Khallad (Essaouira)

**Collaborateurs**  
Chouaib Selouan  
Khalil Benmoussa

**Adresse de la Rédaction**  
33, Rue Amir Abdelkader  
B.P. 2165 - Casablanca - Maroc

**E-mail**  
liberation@libe.ma  
**Téléphone**  
0522 63 94 04

**Fax de la rédaction**  
0522 62 09 72

**Service annonces et publicité**  
E-mail: annonces@libe.ma

Youssef El Gaba  
Mourad El Youssefi  
Loubna Bughdadi  
Latifa Mouarib  
Rkia Ait Dohman  
Siham Zater  
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R  
3<sup>e</sup> Etage - Casablanca  
**Tél:** 0522 31 00 62  
0522 62 32 32  
0522 60 23 44  
Fax: 0522 31 28 30

**Imprimerie**  
Les Editions Maghébines

**Distribution**  
SAPRESS  
Dossier de presse: 130/04

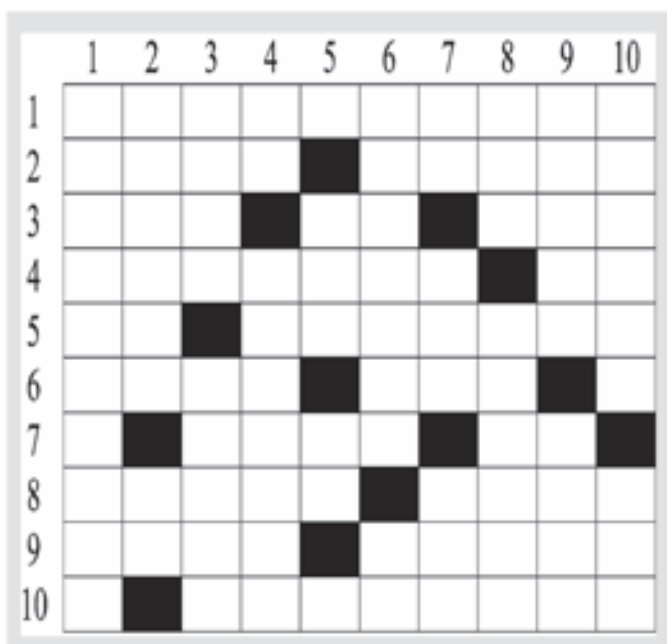
**Site web:**  
www.libe.ma

**Journal Libération**  
**Libération Maroc**

**o.j.l. MAROC**  
2017  
www.o.j.l.ma



## Mots croisés



## HORIZONTALLEMENT

- Qui marque une orientation
- Course officielle - Paris
- Gouroux - Argent - Rapide de France
- Animal - Métal
- L'Angleterre automobile - Créateur
- Asséché - Égalité
- Il courait près de Sali - Sur une borne
- Vieille colonie hollandaise (Les ...) - Vedette
- Filme vivant - Amour royal
- Faiseur de plans

## VERTICALEMENT

- Dépendant
- Mot d'Archimède - Néon
- Eekoes - Attaques rapides
- Petit cube - Gardent secret
- Élément - Fin de femme
- Non militaire - Annon
- Font un rîse - Premier mot du Coran - Marche
- Elle fait parler les Yankees - Injctive
- Doigt de coq - Légitime vital
- Font une commissure - Brune

## Solution mots croisés d'hier



## Grilles de sudoku

## Facile

8	9		5	7				3
			1	9				2
5		4	6			7		
	2					6		
7	8	6	4	2	9		1	
	9					2		
	6		8	3				4
3		5	2					
2		1	9			5	7	

## Difficile

	6		1					
4			9	7				
	8	1				4		
			9		6			
7	9		5		1	2		
	6			3				
	3				2	5		
		2	8				3	
			4		8			

## Moyen

	8	3	2	9			5	
				5				9
				7	8	3		
	5			1				3
9			7					6
6			2				7	
	2	4	7					
8			3					
1			5	2	4	9		

## Expert

8			3	4				
6				5	3			
		7						6
			5					
9	6		8	7	2		4	3
				6				
5						2		
	1	4						9
		4	1					7

## Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9.  
Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case,  
la même ligne ou la même colonne.

## Solution sudoku d'hier

## Facile

5	4	1	6	3	9	8	2	7
3	9	2	4	8	7	1	6	5
8	7	6	2	1	5	4	3	9
7	2	3	1	9	8	5	4	6
4	8	9	5	7	6	2	1	3
6	1	5	3	4	2	9	7	8
9	3	8	7	2	4	6	5	1
2	5	7	8	6	1	3	9	4
1	6	4	9	5	3	7	8	2

## Difficile

1	4	6	9	2	8	7	5	3
2	8	3	4	5	7	9	6	1
5	9	7	6	1	3	8	4	2
6	2	1	7	8	5	4	3	9
4	3	8	1	6	9	2	7	5
7	5	9	3	4	2	6	1	8
8	1	5	2	7	4	3	9	6
9	6	4	8	3	1	5	2	7
3	7	2	5	9	6	1	8	4

## Moyen

7	6	2	1	3	5	4	8	9
8	4	3	6	2	9	5	1	7
5	1	9	7	4	8	6	2	3
9	3	4	5	7	1	2	6	8
1	8	5	9	6	2	7	3	4
6	2	7	3	8	4	9	5	1
2	9	6	4	1	3	8	7	5
3	5	8	2	9	7	1	4	6
4	7	1	8	5	6	3	9	2

## Expert

3	1	8	7	2	9	4	6	5
7	5	9	4	8	6	1	3	2
2	4	6	3	5	1	8	7	9
8	3	7	9	1	2	5	4	6
6	9	5	8	7	4	3	2	1
4	2	1	5	6	3	7	9	8
9	6	4	1	3	5	2	8	7
5	8	3	2	9	7	6	1	4
1	7	2	6	4	8	9	5	3

## Marché des changes

### Le dirham s'apprécie face au dollar

Le dirham s'est apprécié de 0,69% vis-à-vis du dollar américain et s'est déprécié de 0,14% face à l'euro, durant la semaine allant du 08 au 14 juin courant, selon Bank Al-Maghrib (BAM).

Au cours de cette période, aucune opération d'adjudication n'a été réalisée sur le marché des changes, indique BAM dans son récent bulletin des indicateurs hebdomadaires.

Au 9 juin 2023, les avoirs officiels de réserve se sont établis à 352,3 milliards de dirhams (MMDH), en baisse de 0,8% d'une semaine à l'autre et en hausse de 9,8% en glissement annuel, fait savoir la même source.

Au cours de la même semaine, l'encours global des interventions de BAM ressort à 81,7 MMDH, dont 35 MMDH sous forme d'avances à 7 jours sur appel d'offres, 26,1 MMDH d'encours de pensions livrées à long terme et 20,7 MMDH de prêts garantis à long terme.

Sur le marché interbancaire, le volume quotidien moyen des échanges s'est établi à 4,2 MMDH et le taux interbancaire s'est situé à 3% en moyenne au cours de cette période.

Lors de l'appel d'offres du 11 juin (date de valeur le 15 juin), la Banque a injecté un montant de 54,1 MMDH sous forme d'avances à 7 jours.

Côté Bourse, le MASI s'est apprécié de 1,6%, portant sa performance depuis le début de l'année à 4,4%. Cette évolution hebdomadaire traduit principalement les hausses des indices des secteurs des distributeurs de 4,4%, des banques de 2,4% et des "bâtiments et matériaux de construction" de 1,7%. A l'inverse, l'indice du secteur des mines a diminué de 6,2%.

Pour ce qui est du volume global des échanges, il a atteint 540 millions de dirhams (MDH) contre 493,1 MDH une semaine auparavant. Sur le marché central actions, le volume quotidien moyen s'est chiffré à 101,7 MDH après 92,7 MDH.

## Conseil BAM

# Entre statu quo et nouvelle hausse du taux directeur, les analystes partagés



Quelle orientation pour la politique monétaire à l'issue de la prochaine réunion du Conseil de Bank Al-Maghrib (BAM) prévue mardi? Cette question taraude les experts et analystes divisés, jusqu'à présent, entre ceux qui misent sur une nouvelle hausse du taux directeur et ceux favorables au maintien du statu quo.

Motivée par l'accélération de l'inflation, la hausse, pour la troisième fois consécutive, du taux directeur en mars dernier à 3%, avait pour but, selon BAM, de prévenir l'enclenchement de spirales inflationnistes auto-entretenu et renforcer davantage l'ancrage des anticipations d'inflation en vue de favoriser son retour à des niveaux en ligne avec l'objectif de stabilité des prix.

Compte tenu de cet objectif fondamental, un simple état des lieux de l'économie nationale montre que le 2ème Conseil de la Banque au titre de l'année 2023 intervient dans un contexte national marqué toujours par la persistance d'un niveau élevé d'inflation, la poursuite d'accélération de la masse monétaire portée notamment par sa partie liquide, monnaie fiduciaire et des dépôts à vue,

et l'amélioration des crédits bancaires au secteur non financier.

Il convient, dans ce sens, de rappeler que l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré, en glissement annuel, une hausse de 7,8% au cours du mois d'avril dernier, selon le Haut commissariat au plan (HCP).

Par rapport à mars 2023, l'IPC a connu une hausse de 1,4%, due principalement à la hausse de 3,2% de l'indice des produits alimentaires.

Sur le plan monétaire, les récentes statistiques de BAM mettent en exergue un accroissement du crédit bancaire au secteur non financier de 5,3% en avril 2023 après 5,7% en mars, ainsi qu'une progression annuelle de l'agrégat M3 qui s'est accélérée à 7,9% en avril 2023 contre 7,2% en mars.

Cette progression annuelle reflète principalement une hausse de la circulation fiduciaire de 12,2% contre 11,9% un mois auparavant.

### Prochain Conseil de BAM: des scénarios mitigés

Dans son enquête du mois de juin, Attijari Global Research (AGR) a pu relever "un consensus

des investisseurs en faveur d'une hausse de 25 points de base (pbs) du taux directeur".

Ainsi, sur la base des résultats du sondage réalisé par la filiale d'Attijariwafa Bank auprès d'un échantillon de 35 acteurs financiers considérés parmi les plus influents du marché financier marocain, la probabilité d'une hausse du taux directeur de 25 pbs est de 67% contre une probabilité de 8% pour un relèvement du taux directeur de 50 pbs et une probabilité de 25% pour un scénario du statu quo.

Pour sa part, l'économiste en chef à CDG Capital, Ahmed Zhani, table sur un maintien du taux directeur à son niveau actuel de 3%, eu égard notamment à la fragilité de la reprise économique, sous l'effet de la sécheresse, la baisse de la demande étrangère et de la consommation des ménages.

Intervenant lors de la 1ère conférence du cycle de webinaires annuel sur les résultats et perspectives des sociétés cotées, organisé récemment par la Bourse de Casablanca et l'Association professionnelle des sociétés de Bourse (APSB), M. Zhani a expliqué ce scénario également par le faible impact de la politique monétaire

sur la stabilité des prix, au regard de la nature des tensions inflationnistes et la faiblesse du canal des anticipations chez les ménages marocains.

Et de noter qu'à l'exception de la baisse des prix des importations en matières premières et énergétiques, l'évolution de la conjoncture internationale induit une baisse prévue de la part de la demande étrangère et des investissements directs étrangers (IDE) ainsi qu'un rétrécissement des conditions de financement à l'international, des faits qui se traduiront, pour l'économie nationale, par une réduction des coûts de la production manufacturière, un ralentissement du rythme de creusement du déficit commercial, une baisse de l'inflation importée et une hausse des coûts du financement à l'international.

Loin des prévisions des analystes, une question fondamentale se pose actuellement avec acuité : quand et comment devons-nous ressentir les effets des relèvements précédents du taux directeur ? Porteur d'espoir comme il l'a toujours été, le prochain Conseil de BAM, tant attendu, sera certes le bon moment pour apporter la bonne réponse.



*Sécurité alimentaire et agriculture durable*

# Le leadership du Groupe OCP mis en avant à Montréal

Le leadership du Groupe OCP dans le domaine de la sécurité alimentaire et l'agriculture durable a été mis en avant à Montréal, à l'occasion d'une conférence internationale qui s'est focalisée sur les grands enjeux économiques actuels, avec la participation de décideurs politiques, du secteur privé, des organisations internationales, et de la société civile.

Placée sous le thème: «Réussir dans un monde en transition», la conférence de Montréal (12-14 juin) a servi d'opportunité pour exposer également la nouvelle stratégie de croissance du Groupe qui s'inscrit dans la dynamique de transition énergétique du Maroc conformément à la vision de Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour le développement des énergies renouvelables et des nouvelles innovations.

La mission du Groupe OCP est de nourrir les sols pour nourrir la planète, a indiqué le directeur Canada pour OCP North America, Karim El Mansouri, qui a mis en exergue l'engagement du Groupe, premier producteur d'engrais phosphatés au monde, en faveur de la sécurité alimentaire et d'une agriculture durable en phase avec les défis posés par les changements climatiques et la croissance de la population mon-

diale. D'ici 2050, le monde devra augmenter de 56% sa production de nourriture pour nourrir une population mondiale d'environ 10 milliards d'habitants.

«La mission centrale de l'OCP est de concilier les enjeux de sécurité alimentaire et de durabilité», a souligné M. El Mansouri, en rappelant que l'amélioration de la santé des sols crée un cercle vertueux qui améliore à la fois la productivité agricole et la séquestration du carbone.

La séquestration du carbone dans le sol contribue à compenser significativement les émissions de CO<sub>2</sub> provenant de l'activité agricole.

M. El Mansouri a indiqué, dans ce sens, que la durabilité fait partie de l'ADN du Groupe OCP et que cette préoccupation était transversale et présente sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Il a à cet effet précisé que 100% des besoins en eau du Groupe proviendraient de sources non conventionnelles d'ici 2024, que 100% des besoins énergétiques du Groupe seraient satisfaits par des énergies renouvelables d'ici 2027 -la production électrique devant uniquement provenir de l'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique et de cogénération- et que l'objectif était de devenir carbone neutre d'ici



2040. Dans cette perspective, a-t-il dit, le Groupe a récemment annoncé un plan d'investissement vert de 12 milliards de dollars USD pour la période 2023-2027, dont une partie serait dédiée à la production d'1 MT d'ammoniac vert d'ici 2027.

«Cette nouvelle stratégie de croissance s'inscrit dans la stratégie de transition énergétique du Maroc et dans la vision de Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour le développement des énergies renouvelables et des nouvelles innovations dans ce domaine», a

ajouté le responsable. Et de relever que cette ambition et ces réalisations «s'appuient sur le fort engagement de l'OCP en faveur de la recherche et développement et de l'innovation continue».

«Au centre de cet écosystème de recherche se trouve une Université: l'Université Mohammed VI Polytechnique, l'UM6P, ainsi que l'entreprise InnovX dédiée à la construction d'entreprises et d'écosystèmes innovants et durables à fort impact local», a-t-il noté. S'adressant aux représentants du secteur de l'hydrogène

vert présents lors de cette conférence, le représentant de l'OCP a précisé que le Groupe et son écosystème «restent ouverts à des partenariats gagnants-gagnants qui permettraient d'optimiser les synergies et les complémentarités dans le domaine de l'hydrogène vert».

La conférence de Montréal avait pour objectif de développer la connaissance des grands enjeux de la mondialisation des économies en mettant l'accent sur les relations entre les Amériques et les différents continents.

*Kristalina Georgieva, DG du FMI*

## Le Maroc est l'endroit idéal pour la tenue des Assemblées annuelles FMI-Banque mondiale

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a affirmé, dans une vidéo diffusée samedi sur Twitter, que le Maroc, pays carrefour entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe, constitue «l'endroit idéal» pour la tenue des prochaines Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

«Fière de retourner au Maroc, un pays carrefour entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. L'endroit idéal pour nos Assemblées annuelles», prévues du 9 au 15 octobre à Marrakech, écrit Mme Georgieva dans un tweet, suivi du hashtag #Marrakech2023, accompagnant la vidéo enregistrée devant les remparts de Chellah à Rabat,

où elle entame une visite officielle.

Elle a rappelé que dans quatre mois, la communauté financière internationale se retrouvera dans la ville ocre pour les réunions annuelles des deux institutions internationales. «Je ne peux penser à un meilleur endroit.

Le Maroc est un pays qui relie l'Afrique au Moyen-Orient et l'Europe, un carrefour. Un endroit où les idées fleurissent. Un pays doté d'une culture riche, de grandes traditions, d'une économie forte et dynamique, mais avant tout un pays béni de gens merveilleux», a ajouté la DG du FMI dans cette capsule qui cumule déjà des milliers de vues quelques heures après sa mise en ligne.

Ces réunions rassemblent une semaine durant des gouverneurs de banques centrales, des ministres des Finances, des représentants du monde universitaire, des chefs d'entreprise, des parlementaires, des membres d'organisations de la société civile, et des journalistes pour débattre de questions d'envergure, dont les perspectives économiques mondiales, la stabilité financière, l'éradication de la pauvreté, la croissance économique inclusive et la création d'emplois, outre les changements climatiques.

L'édition de Marrakech, une première dans le monde arabe, marque le retour de ces assemblées en Afrique après celles te-

nues pour la première fois à Nairobi au Kenya, il y a 50 ans.

Pour les hauts responsables du FMI et de la BM, ces assemblées mettront en avant le rôle important dont s'acquie le Maroc vis-à-vis de la communauté internationale, en offrant le cadre idoine pour discuter des défis posés à la région et au monde entier à un moment crucial de l'économie mondiale.

Près de 14.000 délégués issus de 189 pays membres de ces deux institutions sont attendus à l'occasion de ce rendez-vous d'envergure qui se tient principalement à Washington et, tous les trois ans, dans un pays membre autre que les États-Unis.

# Assa à l'heure de son 11<sup>ème</sup> Festival international du cinéma et du Sahara

Le 11<sup>ème</sup> Festival international du Cinéma et du Sahara s'est ouvert, vendredi à Assa (province d'Assa-Zag), sous le signe "Cinéma et mémoire historique".

Ce festival, organisé par l'association du festival d'Assa du cinéma et du théâtre, se poursuivra jusqu'au 19 juin, avec la participation de 16 courts métrages du Maroc, d'Irak, de Tunisie, de Libye et d'Espagne.

La cérémonie d'ouverture de cet événement cinématographique, qui s'est déroulée en présence du gouverneur de la province d'Assa-Zag, Youssef Kheir, a été marquée par l'hommage rendu notamment aux artistes Naïma Ilyas et Hassan Bedida ainsi qu'au regretté écrivain et poète hassani Youssef Najah.

Elle a également connu la présentation des membres du jury du prix international des courts métrages, présidé par le réalisateur espagnol Jorge Onieva Hernandez. Il comprend l'artiste Latifa Ahrar, le réalisateur Ghali Ghrimich, le réalisateur et producteur mauritanien Sidi Mohamed Chiker et l'artiste suédois William Elg.

Les films participant concourront pour l'obtention de l'un des prix de la compétition officielle de ce festival. Il s'agit du Grand Prix d'Assa-Zag, du Prix du jury, du Prix de la première oeuvre et du Prix du meilleur film.

Le festival va également décerner le prix du meilleur scénario par l'organisation d'un concours de scénarios de films de la mémoire historique portant le nom du regretté écrivain et poète hassani Youssef Najah.



Le directeur du festival, Hussein Anchad, a déclaré à la MAP que ce festival a su, au fil des sessions, garantir un grand succès à travers des ateliers de formation, des séminaires, des masterclasses, des films et des cafés culturels littéraires, soulignant que le programme de cette édition comprend plusieurs activités visant à faire connaître la région.

Outre la compétition officielle des courts métrages, le programme comprend l'organisation de projections cinématographiques, une matinée pour les enfants dans les établissements scolaires, et une masterclass sur "les modèles de financement de l'industrie cinématographique et les aides publiques fiscales", ainsi que des séminaires et ateliers de formation théorique et pratique dans le domaine de l'écriture et de la réalisation du film documentaire et des signatures de livres traitant de la question du cinéma et de la mémoire.

Le cinéma suédois sera à l'honneur par la projection de films hors compétition officielle.

Le festival est organisé avec le soutien du conseil provincial d'Assa-Zag et du Centre cinématographique marocain, de la province d'Assa-Zag, et en partenariat avec l'Agence de promotion et de développement économique et social des provinces du Sud, la région Guelmim-Oued Noun et la commune d'Assa.

## Caftan, Asmlal, Darâa... Les tenues marocaines brillent sous le soleil romain

Les tenues marocaines ont brillé de mille feux, vendredi à Rome, à l'occasion de l'Expo universelle 2023, marquée par une forte participation du Royaume, dont la culture vestimentaire "est aussi riche que son histoire".

L'emblématique caftan "Ntaâ", qui conserve les codes traditionnels de la Sfiha (rubans tressés) et des Aakad (boutons) sertis de fil d'or, l'intemporel Jawhara, synonyme de fluidité et d'élégance raffinée, ou encore l'immortel caftan de la cérémonie de henné brodé à point avec de petits motifs sous des formes polygonales sont autant de tenues marocaines, taillées dans des matières nobles, mises en avant dans la capitale italienne, au grand bonheur de la population locale et des touristes, qui viciaient le quartier moderne de Rome.

Sous l'éclat du soleil, les couleurs des tenues de velours, de soie et de brocard resplendissaient, suscitant l'engouement et la curiosité des visiteurs.

"Le patrimoine marocain est splendide et singulier", a affirmé à la MAP l'interprète et productrice angolaise basée en Italie, Giloya Lua, s'émerveillant devant une tenue traditionnelle "Asmlal" de la région de Souss, ses accessoires de Loubane Tifouss et ses babouches en cuir brodées en soie.

"Depuis mes séjours à Marrakech, j'ai toujours été émerveillée par la beauté plurielle du Maroc et par les mœurs de ce pays généreux et ouvert", a estimé l'artiste, se félicitant de la qualité du stand du Royaume, lequel reflète à ses yeux la "splendeur des produits typiques de ce pays africain, dont le rayonnement est international".

À l'occasion de cette exposition universelle, les visiteurs ont également découvert les tenues et les accessoires du Moyen Atlas mais également les précieux trésors en argent de Taroudant. La Darâa, costume porté par les hommes des provinces du Sud, a, en outre, été à l'honneur.

Blanc ou bleu, il s'agit d'une tunique ample ayant deux ouvertures conçue pour résister aux rayons ardents du soleil. Un défilé de mode était, par ailleurs, prévu samedi ainsi qu'une démonstration artistique de ces symboles culturelles.

De par leur singularité et leur délicatesse, les tenues traditionnelles marocaines, particulièrement le caftan, ont sublimé plusieurs personnalités internationales de premier rang, dont l'une des "reines" de la haute société italienne, Feue Marta Marzotto. "Depuis 25 ans, c'était son uniforme, elle en est tombée amoureuse à Marrakech. Le caftan l'identifiait au point que les stylistes les plus célèbres lui rendaient hommage", avait écrit "Le Corriere Della Sera" dans un portrait posthume lui rendant hommage.

Dotée d'une maison à la ville ocre, la styliste et artiste italienne "était tombée amoureuse de Marrakech, des riads anciens et des familles locales qu'elle connaissait

une à une et qui lui transmettaient les adresses secrètes des meilleurs tisserands", selon le journal italien. Plusieurs marques de luxe ont d'ailleurs confectionné des caftans pour Marta, dont Giorgio Armani, Roberto Cavalli et Alberta Ferretti.

Les produits "Made in Morocco" ont été célébrés en grande pompe, vendredi à Rome, dans le cadre de l'Expo universelle 2023, charmant les visiteurs de cette manifestation qui embrasse les différentes cultures du monde au nom de la paix et de la fraternité humaine.

Surplombant le Lac de l'EUR, à l'entrée du quartier moderne de la ville éternelle, une variété de produits de terroir et d'artisanat marocains provenant de plusieurs régions du Royaume a été soigneusement exposée au public romain et international, à l'initiative du réseau maroco-italien des droits et de la coopération internationale, en partenariat avec l'ambassade du Maroc en Italie.





## Bouillon de culture

Nuit des musées

et des espaces Culturels

Kebir Ammi invité à l'auditorium du musée Mohammed VI

L'écrivain Kebir Mustapha Ammi animera, jeudi à partir de 19h, à l'auditorium du musée Mohammed VI d'art moderne et contemporain, une conférence intitulée "Arts et littérature".

Cette rencontre littéraire qui s'inscrit dans le cadre de la 2ème édition de la Nuit des musées et des espaces culturels, sera pour l'écrivain une occasion de mettre en avant les intersections et les influences entre l'art et la littérature, deux formes d'expression illustrées dans son nouveau roman "A la recherche de Glitter Faraday", a indiqué un communiqué de la Fondation nationale des musées (FNM).

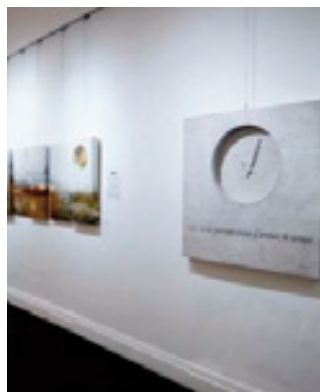
Une séance de signature est également prévue à la fin de cette conférence ouverte au grand public et qui constitue en outre une opportunité unique pour découvrir l'univers de Kebir Mustapha Ammi et les multiples dimensions qui caractérisent son œuvre. A la recherche de Glitter Faraday" décrit le désir impérieux d'un écrivain qui entame un road trip pour sillonner l'Amérique à la recherche d'un certain Glitter Faraday.

L'objet de sa quête est un manuscrit qui aurait été confié à cet homme, il y a plus de quarante ans à Alger, à l'époque terre d'accueil des Black Panthers.



## L'artiste Ilham Laraki Omari expose ses œuvres à Tanger

Le vernissage de l'exposition "La balance du temps" de l'artiste peintre, Ilham Laraki Omari, a eu lieu, vendredi soir à la Galerie d'art contemporain Mohamed Drissi à Tanger.



Cette exposition, qui se poursuivra jusqu'au 14 juillet, donne à voir une série d'œuvres inédites créées par cette talentueuse artiste, dont sa principale œuvre "La balance du temps", qui est une peinture à l'huile sur toile, où est placé un système de mesure. Étonnamment, le côté qui porte le plus petit élément où est inscrit "Un clin d'œil" pèse plus lourd que celui qui comporte plusieurs composantes comme des mois, des années, des jours et des siècles.

L'ensemble des éléments (Siècles, mois,...) sont faits avec des cubes qui rappellent les constructions, la luxuriance et le matériel, contrairement au côté opposé qui reflète la simplicité, l'essentiel, l'immatériel et le spirituel. Dans une déclaration à la MAP et à sa chaîne d'information en continu M24, Mme Laraki Omari a souligné qu'elle travaille surtout avec de la peinture à l'huile avec des techniques mixtes, notant qu'elle fait aussi de la sculpture sur bois et sur d'autres matériaux,

ainsi que des installations interactives.

"C'est surtout dans des moments d'intense spiritualité que je suis le plus inspirée. Je contemple en tout temps et à chaque lieu la grandeur de l'unique Créateur, et chaque création divine devient un sujet d'inspiration", a-t-elle dit.

Des sculptures, des peintures avec des mécanismes d'horloge qui tournent dans le sens inverse, des tissages et des installations interactives, et récemment l'introduction du numérique en peinture, des œuvres qui suggèrent le son du temps. Des œuvres intrigantes, qui soulèvent une réflexion à propos du "Temps". Ilham combine ces particules et bribes, tels des fragments d'atomes qu'elle mêle et démêle avec une empreinte qui lui reste unique, le tout est dominé par une lumière qui caractérise la touche de l'artiste depuis ses débuts il y a plus de 20 ans.

"L'œuvre d'Ilham exprime le temps organique dans ses manifestations fluctuantes

et ses métamorphoses évolutives. La mémoire du futur, perçue dans sa plénitude subjective, fusionne le passé, le présent et l'avenir, une durée irréductible à "la mesure du mouvement, selon l'avant et l'après" (Aristote)", a noté le sociologue Mustapha Saha, cité dans le catalogue de l'exposition.

Souvent désignée peintre du temps, Ilham continue dans sa réflexion plastique autour du temps. Une approche qui a suscité l'intérêt d'abord des visiteurs, mais aussi des amateurs et critiques d'art.

La progression artistique de l'artiste s'est manifestée à travers différentes phases, passant des techniques du réalisme et du figuratif pur à une période semi-figurative, pour finalement aboutir à une exploration de l'abstrait, notamment à travers sa série de peintures à l'huile sur toile intitulée "Incandescence", qui a été remarquée et sélectionnée pour le Salon d'automne de Paris en 2013.



## Blinken à Pékin dans l'espoir d'apaiser un peu les tensions



Le secrétaire d'Etat Antony Blinken a commencé dimanche une visite de deux jours en Chine avec l'espoir d'apaiser les tensions bilatérales, lors du premier déplacement d'un chef de la diplomatie américaine sur le sol chinois en près de cinq ans.

M. Blinken, arrivé dimanche matin à Pékin, a rencontré le ministre chinois des Affaires étrangères Qin Gang, dans une villa d'Etat richement décorée située dans les anciens jardins Diaoyutai à Pékin.

Les deux hommes ont marché sur un tapis rouge et se sont serré la main devant un drapeau de chaque pays, sans faire de commentaire.

Si personne ne s'attend à des avancées majeures tant les sujets de friction sont nombreux, l'idée reste toutefois d'amorcer un dégel diplomatique et de maintenir un dialogue pour "gérer de façon responsable la relation sino-américaine", selon le Département d'Etat.

Car le temps presse. L'année prochaine sera une échéance électorale à la fois aux Etats-Unis et à Taïwan, que la Chine considère comme une

de ses provinces qu'elle doit réunifier, par la force si nécessaire.

Et un rien peut faire basculer les choses: ainsi, la visite du chef de la diplomatie américaine était initialement prévue en février, dans le sillage de la rencontre, en novembre dernier, entre le président américain Joe Biden et son homologue chinois Xi Jinping, en marge d'un sommet du G20 en Indonésie.

Mais elle avait été annulée à la dernière minute. En cause: le survol du territoire américain par un ballon chinois, accusé par Washington d'être un aéronef "espion", tandis que Pékin assurait qu'il s'agissait d'un engin météorologique ayant dévié de sa trajectoire.

A l'occasion de la visite de son secrétaire d'Etat en Chine, Joe Biden a minimisé l'épisode du ballon. "Je ne pense pas que les dirigeants savaient où il se trouvait, ce qu'il contenait et ce qui se passait", a déclaré le président américain samedi à la presse. "Je pense que c'était plus gênant qu'intentionnel".

Joe Biden a dit espérer une nouvelle rencontre avec Xi Jinping "au cours des prochains mois" pour "parler de nos différences légitimes,

mais aussi des domaines dans lesquels nous pouvons nous entendre". S'exprimant à Washington avant son départ, Antony Blinken s'est voulu modérément optimiste.

Ce voyage de deux jours doit permettre "d'ouvrir des lignes de communication directes afin que nos deux pays puissent gérer notre relation de manière responsable, y compris en abordant certains défis et mauvaises perceptions et pour éviter des erreurs de calculs", a-t-il déclaré.

"Une compétition intense requiert une diplomatie continue afin de s'assurer qu'elle ne tourne pas à la confrontation ou au conflit", a-t-il ajouté, car "le monde s'attend à ce que les Etats-Unis et la Chine coopèrent".

Parmi les principaux contentieux, le commerce et l'île démocratique autonome de Taïwan. Avant la visite de M. Blinken, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré que les Etats-Unis devaient "respecter les préoccupations centrales de la Chine" et collaborer avec Pékin.

"Les Etats-Unis doivent renoncer à l'illu-

sion de traiter avec la Chine +en position de force+. La Chine et les Etats-Unis doivent développer des relations sur la base du respect mutuel et de l'égalité, en respectant leurs différences", a-t-il dit.

La visite de M. Blinken est la première d'un secrétaire d'Etat américain en Chine depuis le voyage en octobre 2018 de son prédécesseur, Mike Pompeo, qui a été ensuite le maître d'œuvre de la stratégie de confrontation avec Pékin des dernières années de la présidence de Donald Trump.

L'administration Biden a depuis maintenu cette ligne dure, allant même plus loin dans certains domaines, notamment via l'imposition de contrôles à l'exportation pour limiter l'achat et la fabrication par Pékin de puces haut de gamme "utilisées dans des applications militaires".

Mais elle veut coopérer avec la Chine sur des sujets cruciaux comme le climat. La visite de M. Blinken survient d'ailleurs alors qu'une partie de la Chine subit une vague de chaleur, avec un nouveau record de température pour une mi-juin franchi vendredi à Pékin, à 39,4°C.

Pour Danny Russel, ex-haut fonctionnaire du Département d'Etat américain, chaque partie a un intérêt dans cette visite: la Chine espère éviter de nouvelles restrictions américaines en matière de technologie et tout nouveau soutien à Taïwan.

Les Etats-Unis, eux, souhaitent prévenir tout incident susceptible de déboucher sur un affrontement militaire. "La brève visite de M. Blinken n'apportera de solution à aucun des grands problèmes des relations entre les Etats-Unis et la Chine, ni même nécessairement aux petits problèmes.

Elle n'empêchera pas non plus les deux parties de poursuivre leurs programmes compétitifs", estime M. Russel, aujourd'hui vice-président du cabinet Asia Society Policy Institute à New York. Et d'ajouter: "Mais sa visite pourrait bien relancer un dialogue en face-à-face dont le besoin se fait cruellement sentir et envoyer le signal que les deux pays sont en train de passer d'une rhétorique de colère face aux médias à des discussions plus sobres à huis clos".

## Une nouvelle trêve entre en vigueur au Soudan

Une nouvelle trêve de 72 heures est entrée en vigueur dimanche au Soudan, annoncée la veille par les médiateurs saoudiens et américains pour tenter de mettre un terme à deux mois de combats qui ont plongé le pays dans une crise majeure.

Entrée en vigueur dans tout le pays à 06H00 locales (04H00 GMT), il s'agit d'une énième trêve entre l'armée, commandée par le général Abdel Fattah al-Burhane, et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), dirigés par le général Mohamed Hamdane Daglo, en guerre depuis le 15 avril.

Outre l'arrêt de tout mouvement et d'attaques pendant trois jours, les deux camps ont convenu d'acheminer de l'aide humanitaire dans l'ensemble du Soudan.

Dans ce pays d'Afrique de l'Est, l'un des plus pauvres au monde, plus de 2.000 personnes ont

été tués, selon l'ONG ACLED.

L'ONU estime que plus de 2,2 millions de personnes ont été déplacées par le conflit et que 25 des 45 millions d'habitants dépendent désormais de l'aide humanitaire pour survivre. La trêve intervient alors qu'une conférence internationale sur l'aide au Soudan, parrainée par l'Arabie Saoudite, est prévue ce lundi à Genève.

Une heure après son entrée en vigueur, la situation à Khartoum était "calme", selon des habitants. "Le problème est que les jours qui suivent la trêve sont généralement très difficiles. C'est comme si les combattants voulaient rattraper (les jours de cessez-le-feu)", lâche Hana'a Hassan, résidente du centre de Khartoum.

A Oumdouman, ville-jumelle de la capitale, Sami Omar dit vouloir "un cessez-le-feu complet, car une trêve ne suffit pas pour que nous retournions à nos vies."

"Ils peuvent arrêter de se battre, mais les FSR ne quitteront pas les maisons (qu'ils occupent), et passer par les points de contrôle est aussi difficile" que pendant les jours de combats, souligne-t-il.

Les affrontements s'étaient intensifiés avant que les deux camps ne s'engagent à respecter la trêve dans des déclarations séparées samedi soir.

"Malgré notre engagement en faveur du cessez-le-feu, nous répondrons résolument à toute violation commise par les rebelles (FSR, ndlr)" pendant la trêve, a affirmé l'armée.

Les paramilitaires ont pour leur part promis "d'honorer (leur) engagement en faveur d'une cessation complète des hostilités dans toutes les régions du Soudan, dans le but principal de faciliter l'acheminement d'aide humanitaire vitale aux civils.

"Riyad a prévenu samedi dans un commu-

niqué annonçant la trêve que "dans le cas où les parties ne respecteraient pas le cessez-le-feu de 72 heures, les facilitateurs seraient contraints d'envisager un report des pourparlers de Jeddah" en Arabie Saoudite, où les deux camps rivaux ont tenu des négociations pendant plusieurs semaines.

Samedi encore, les combats ont fait de nouvelles victimes civiles, ont indiqué à l'AFP des témoins à Khartoum. Les FSR ont accusé l'armée de cibler spécifiquement des quartiers résidentiels, et affirmé avoir abattu un avion de chasse.

Sur une vidéo partagée par les paramilitaires sur Twitter samedi, on peut voir des maisons en briques détruites et des couvertures qui recouvrent ce qui semble être des cadavres.

Des quartiers entiers de la capitale sont privés d'eau potable et l'électricité ne fonctionne que quelques heures par semaine.



# Premier vol commercial entre la capitale yéménite et l'Arabie Saoudite depuis 2016

**L**e premier vol commercial depuis la capitale du Yémen contrôlée par les Houthis vers l'Arabie Saoudite a décollé samedi, transportant pour la première fois depuis 2016 des pèlerins pour le hajj, dernier signe d'apaisement des tensions après des années de guerre.

Un avion de Yemenia Airways transportant 277 voyageurs est parti vers 20H00 (17H00 GMT), a indiqué un responsable à l'AFP, sept ans après le blocus de l'aéroport international de Sanaa par la coalition militaire dirigée par l'Arabie Saoudite qui combat les rebelles houthis soutenus par l'Iran.

Cette coalition contrôle tout l'espace aérien et maritime du Yémen, y compris les zones tenues par les rebelles.

"J'espère que le blocus prendra fin et que l'aéroport restera ouvert. Nous sommes très heureux et soulagés, et je ne peux pas décrire ce sentiment", a déclaré Mohammad Askar, l'un des pèlerins yéménites.

Ce vol à destination de Jeddah est le premier depuis la fermeture de l'aéroport de Sanaa par la coalition militaire en août 2016, plus d'un an après le début de la campagne militaire menée par l'Arabie Saoudite pour déloger les Houthis.

Deux autres vols sont prévus lundi et mardi, selon des responsables. Le ministre des Travaux publics des Houthis, Ghaleb Mutlaq, a estimé qu'environ 200 vols seraient nécessaires pour les 24.000 personnes qui souhaitent faire le pèlerinage, selon lui.

"Nous considérons ce qui se passe aujourd'hui comme un bon geste, afin que les aéroports, en particulier celui de Sanaa, soient ouverts aux voyageurs yéménites", a déclaré aux journalistes un autre ministre des Houthis, Najeeb Al-Aji.

L'un des cinq piliers de l'islam, le hajj qui aura lieu cette année fin juin, consiste en une série de rites devant être accomplis sur cinq jours, à La Mecque et dans la région avoisinante, par tout musulman qui en a les moyens, au moins une fois dans sa vie.



Des centaines de milliers de personnes sont mortes dans les combats ou de causes indirectes telles que le manque de nourriture ou d'eau dans ce que les Nations unies appellent l'une des plus grandes crises humanitaires au monde.

Mais malgré les bombardements de la coalition et les combats au sol, les Houthis, qui ont pris le contrôle de Sanaa en 2014 chassant le gouvernement internationalement reconnu, règnent sur

de vastes pans du pays.

Les combats ont largement cessé depuis la négociation d'une trêve par l'ONU il y a un an, même si celle-ci a officiellement pris fin en octobre.

Ces derniers mois, des initiatives diplomatiques ont suscité des espoirs de paix au Yémen, le plus pauvre de la péninsule arabique, notamment après la réconciliation entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, mettant fin à sept ans de rivalité au Moyen-Orient.

Depuis le dégel amorcé en mars, Riyad a renoué avec la Syrie, alliée de Téhéran, et a intensifié ses efforts de paix au Yémen.

En avril, une délégation saoudienne s'était rendue à Sanaa pour des pourparlers visant à relancer la trêve et à jeter les bases d'un cessez-le-feu plus durable.

Près de 900 prisonniers des deux camps avaient par ailleurs été libérés en avril dans le cadre d'un accord conclu entre les belligérants en Suisse.

## Les Maliens votent sur une nouvelle Constitution, une première sous la junte

**L**es Maliens ont commencé à se prononcer par référendum sur un projet de nouvelle Constitution dimanche, au cours du premier vote depuis l'avènement de la junte il y a trois ans, a constaté un correspondant de l'AFP à Bamako.

De nombreux électeurs étaient déjà là sous un ciel nuageux avant l'ouverture à 8H00 (locaux et GMT) du bureau de vote de l'école Mamadou Goundo Simaga, placé sous la surveillance des forces de sécurité.

Puis les premiers électeurs ont commencé à choisir dans l'isoloir entre un bulletin blanc pour le oui et rouge pour le non, à l'abri des regards des officiels, des représentants des deux camps et de quelques observateurs nationaux, avant de déposer leur vote dans une urne transparente.

Environ 8,4 millions de Maliens sont appelés à se prononcer au cours d'un scrutin que conteste une opposition hétéroclite et qu'une insécurité persistante compromet dans plusieurs régions.

Parmi les changements proposés par la junte par rapport à la Constitution de 1992, les votants décideront d'accepter ou non un renforcement des pouvoirs du président à la tête

de ce pays confronté à l'expansion jihadiste et à une crise multidimensionnelle: sécuritaire, politique, économique, humanitaire.

Cette acceptation est l'un des enjeux de la consultation. Les détracteurs du projet le décrivent comme taillé sur mesure pour un maintien des militaires au pouvoir au-delà de la présidentielle prévue en février 2024, malgré leur engagement initial à rétrocéder la place aux civils après les élections. Les résultats sont attendus dans les 72 heures.

La victoire du oui paraît acquise. Mais l'ampleur en sera scrutée, comme la participation, bien que traditionnellement faible, et les conditions de déroulement du scrutin.

Dans un environnement rendu difficilement déchiffrable par l'opacité du système et les restrictions imposées à l'expression, le vote pourrait délivrer des indications, à prendre avec prudence, sur le soutien de la population à la junte et à son chef, le réputé populaire colonel Assimi Goïta, ainsi que sur la situation intérieure.

Les militaires qui ont pris le pouvoir par la force en 2020 et l'exercent sans partage revendiquent de faire reculer les jihadistes sur le terrain. Le vote a lieu moins de 48 heures après le

congé fracassant donné par Bamako à la mission de l'ONU après dix ans de présence. Les autorités estiment que la mission a failli et que le Mali peut assumer sa sécurité par ses "propres moyens".

Mais l'insécurité persistante devrait interdire le vote sur de vastes étendues. Là où il aura lieu, les bureaux sont toujours exposés à des attaques.

Au nord, dans les localités qu'ils contrôlent, dont le fief de Kidal, les anciens rebelles signataires d'une paix fragile devraient empêcher le vote d'un projet où ils disent ne pas retrouver l'accord qu'ils ont signé en 2015. Ils sont une des composantes d'une opposition au projet qui, bien qu'hétérogène, a réussi à se faire entendre. La contestation a culminé vendredi avec un meeting de ceux qui rejettent le maintien du principe de laïcité.

L'un de leurs chefs de file, l'influent imam Mahmoud Dicko, figure tutélaire du mouvement qui a débouché sur le renversement du président élu en 2020, s'est livré à une violente diatribe contre le projet constitutionnel et contre la junte. Il a vitupéré contre une "laïcité au nom de laquelle on a piétiné le Coran" et contre une junte qui a "confisqué la révolution

du peuple" de 2020.

Les autorités se sont beaucoup investies en faveur de cette réforme qui doit pallier les insuffisances de la Constitution de 1992, volontiers désignée comme un facteur de la faillite de l'Etat face à la multitude des défis: propagation jihadiste, pauvreté, ruine des infrastructures ou délabrement de l'école.

La Constitution proposée fait la part belle aux forces armées. Elle met en exergue la "souveraineté", mantra de la junte depuis son avènement puis la rupture avec l'ancienne puissance dominante française, ainsi que la lutte contre la corruption, associée à l'ancien régime.

Elle se distingue surtout en renforçant les pouvoirs du président. Elle prévoit l'amnistie pour les auteurs de coups d'Etat antérieurs à sa promulgation, et alimente les spéculations persistantes sur une éventuelle candidature du colonel Goïta à la présidentielle.

Dans un dernier discours vendredi, le colonel Goïta a appelé ses concitoyens à aller voter "massivement" pour le projet, qu'il a présenté comme garant d'un "Etat fort", d'une "gouvernance démocratique" et d'une "confiance retrouvée" des Maliens dans les autorités.

# En Ouganda, l'insupportable attente des familles après le massacre dans un lycée



**D**ans une morgue de l'Ouest de l'Ouganda, des familles désemparées attendaient dimanche d'être fixées sur le sort de leurs proches après le raid jihadiste dans un lycée qui a causé la mort atroce de plusieurs dizaines d'étudiants.

Au moins 41 personnes ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi, majoritairement des étudiants, dans cette attaque, la pire de ce type perpétrée dans le pays depuis des années.

L'assaut a visé le lycée Lhubiriha à Mpondwe, près de la frontière avec la République démocratique du Congo (RD Congo). Des responsables de l'armée et de la police ougandaise ont incriminé des membres des Forces démocratiques alliées (ADF), une milice islamiste qui a prêté allégeance au groupe Etat islamique.

Les victimes ont été attaquées à coups de machettes, abattues et brûlées vives lors de cette attaque qui a choqué l'Ouganda et suscité de vives condamnations internationales.

Les assaillants ont fui vers le parc des Virunga situé en territoire congolais, enlevant également six personnes après leur raid meurtrier, selon l'armée et la police ougandaise qui ont promis de libérer ces otages. De nombreuses victimes ont été brûlées au-delà de toute reconnaissance possible lorsque les assaillants ont incendié un dortoir vierge rouillé dans le lycée, compliquant l'identification des victimes.

Dans une morgue de Bwera, ville proche du lieu de l'attaque, des familles ont pleuré lorsque les corps de leurs proches ont été mis dans des cercueils puis emportés pour être enterrés. Mais beaucoup d'autres familles sont toujours sans nouvelles de leurs proches dispa-

rus. Les dépouilles de nombreuses victimes dans l'incendie du lycée ont été transférées dans la ville de Fort Portal où des tests ADN doivent être réalisés.

L'attaque contre ce lycée est la plus meurtrière en Ouganda depuis le double attentat à Kampala en 2010 qui avait fait 76 morts lors d'un raid revendiqué par le groupe islamiste des shebab basé en Somalie.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a qualifié cette attaque "d'effroyable" tandis que Washington, un allié proche de l'Ouganda, et l'Union africaine ont également condamné ce bain de sang et présenté leurs condoléances.

Dix-sept étudiants ont été brûlés dans leur dortoir et 20 étudiantes ont été tuées à coups de couteau, a déclaré la Première dame ougandaise et ministre de l'Éducation, Janet Museveni. Un agent de sécurité et trois autres personnes ont également été tués, ont indiqué des responsables.

L'armée va traquer "ces personnes diaboliques et elles vont payer pour ce qu'elles ont fait", a déclaré Mme Museveni samedi. Mais des questions ont été soulevées sur la façon dont les assaillants ont réussi à déjouer la surveillance dans une région frontalière où règne une forte présence militaire.

Le lycée se trouve à moins de deux kilomètres de la frontière avec la RD Congo, où les ADF sont actives et sont accusées d'avoir tué des milliers de civils depuis les années 90.

Le général de division Dick Olum a déclaré samedi à l'AFP que les services de renseignement ont signalé une présence des ADF dans la région au moins deux jours avant l'attaque, soulignant la nécessité d'ouvrir une enquête. Selon

cet officier, les assaillants avaient des informations détaillées sur l'école.

L'Ouganda et la RD Congo ont lancé une offensive conjointe en 2021 pour chasser les ADF de leurs bastions congolais, mais ces opérations n'ont jusqu'à présent pas permis de mettre fin

aux attaques du groupe. En juin 1998, 80 étudiants avaient été brûlés vifs dans leurs dortoirs lors d'une attaque des ADF contre l'Institut technique de Kichwamba près de la frontière de la RD Congo. Plus de 100 étudiants avaient été enlevés.

**REPUBLIQUE OUGANDAISE  
MINISTRE DE L'ÉDUCATION  
SCIENCE ET SPORTS  
BUREAU NATIONAL DE SÉCURITÉ**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OLIVERI SULI OFFRES DE TRAVAIL**  
N° 716/TCG/2023

Le 11 juillet 2023 à 10h00, il sera procédé, devant les membres du comité administratif de la province d'Ouganda, à la soumission des offres relatives à l'appel d'offres pour la réalisation des études et assistance techniques des travaux de démolition des structures menaçant ruine à la province d'Ouganda.

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté au service des marchés du Secrétariat Général de la province d'Ouganda. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics <https://www.purchasing.gov.ug>

La soumission des offres doit être accompagnée de 200000000 (deux cents millions) de Shillings.

Les offres doivent être accompagnées de 10000000 (dix millions) de Shillings de cautionnement.

Le dossier technique doit comprendre :  
Carte certifiée confirmant l'original du certificat d'agréement dans le cadre de l'ID 4.  
Pour les soumissionnaires installés au Kenya doivent produire le dossier technique tel que prescrit par l'article 4 du règlement de consultation.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DIVISION DES AFFAIRES TECHNIQUES  
SERVICE DES MARCHÉS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 25/2023-FDR-**

Le : 11/07/2023 à 12 H

Il sera procédé, à la DIVISION DES AFFAIRES FINANCIÈRE DE LA PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA, AU BUREAU N°21, l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour :

TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE LA LIAISON ROUTIERE RELIANT LE CENTRE IDA OUGHEDIF A LA RR105 SUR 11 KM A LA CT IDA OUGHEDIF PROVINCE CHTOUKA AIT BAHA (P.R.D.T.5.2023)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau du service des marchés de la Province de Chtouka Ait Baha, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 210.000,00dhs (deux cent dix mille dirhams).  
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Dix Millions deux cent trente deux Mille quatre vingt dix sept Dirhams, 60CTS (10 232 097.60DHS) TTC

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31, 148 et 149 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics

Les concurrents sont obligés de présenter leurs offres par voie électronique selon les modalités de l'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n° 21-982 du 14/12/2021 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

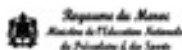
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation.

La production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification est exigée et elle doit être de la façon suivante :

Secteur	Classe	Qualifications exigées
B	2	B5

Pour les entreprises non installées au Maroc, elles doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.

N°4469 /PA



ROYAUME DU MAROC  
Ministère de l'Intérieur  
Province de Chtouka Ait Baha  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DIVISION DES AFFAIRES TECHNIQUES  
SERVICE DES MARCHÉS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERTS AU "RABAIS OU A MAJORATION" N°06/I/23**

Il sera procédé, le 12 juillet 2023 à 10 heures, dans les locaux de la Direction Provinciale El Fida Mers Sultan (sise à 24 Rue de Rome Casablanca) à l'ouverture, en séance publique, des plis relatifs à l'appel d'offres au "rabaïs ou à majoration" relatifs concernant les : TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE RÉHABILITATION DE DEUX ÉCOLES PRIMAIRES ET D'UN LYCÉE COLLEGIAL RELEVANT DE LA DIRECTION PROVINCIALE EL FIDA MERS SULTAN, EN DEUX LOTS : LOT 1 : LES ÉCOLES PRIMAIRES IBN ALMOGATZ ET JAMILA ELKIRRAMANA, LOT 2 : LE LYCÉE COLLEGIAL ZINEB NEZAWIA.

L'estimation du Maître d'ouvrage (en Dirhams Toutes Taxes Comprises) pour chaque lot est :  
- Lot N° 1 : 688 092,80Dhs (un million six cent quatre-vingt-huit mille quatre-vingt-douze Dirhams quatre-vingts Centimes)  
- Lot N° 2 : 505 727,60 Dhs (un million cinq cent cinq mille sept cent vingt-sept Dirhams soixante centimes)

Le montant des cautionnements provisoires pour chaque lot est comme suit :  
- Lot n° 1 : 42 500,00 Dhs (quarante-deux mille cinq cent Dirhams)  
- Lot n° 2 : 38 000,00Dhs (trente-huit mille Dirhams)

Les concurrents doivent produire l'originale ou la copie certifiée conforme à l'originale du certificat de qualification et de classification des entreprises délivré par les services du Ministère de l'Équipement et du transport tel que décrit au tableau suivant :

Secteur	Qualification	Classe
A	A5	4

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré au service des affaires administratives et financières, des constructions, des équipements et du patrimoine de la direction provinciale El Fida Mers Sultan, sis à l'adresse précitée ; il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'État [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma). Il peut également être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent dans les conditions prévues à l'article 19 du décret N° 2-12-349 du 8 Jourda 1 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 précité.

Les concurrents peuvent :  
- Soit déposer leurs plis contre récépissé au Service des Affaires Administratives et Financières, des Constructions, des Équipements et du Patrimoine Sis à l'adresse précitée ;  
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au Service précité ;  
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.  
- Soit envoyer leurs offres par voie électronique conformément à l'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n° 1982-21 du 9 Jourda 1 1443 (14 décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.  
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 et 8 du règlement de consultation.

N°4468 /PA

BICHRY  
ABDELKEBIR  
- En date du 15/05/2023, Mr BICHRY ABDELKEBIR, a décidé de :  
Suppression le fonds de commerce sis à Casablanca, 37 BD D, Quartier industriel km 110, Lot FU.  
Déclaration déposée le 15/05/2023 au tribunal d'instance Mohammedia sous registre chronologique n° 1017.

N°4470 /PA

Société s.r.l SARL AU  
RC N° : 68639  
Aux termes du PV de l'AGE du 05/06/2023, il a été décidé :  
1-Approbation du transfert du siège social de la société de l'adresse : 32 LOT JBEL TGHAT 1 MAG -FES- à la nouvelle adresse : 47

LOT LAIMOUN RTE RAS ELMAE CPT GEN-FES  
2-Mise à jour des statuts suite aux modifications.  
Le dépôt légal a été effectué au tribunal de COMMERCE de Fes le 15/06/2023 sous le N°3537

N°4471 /PA

THIONVILLE PARTICIPATIONS S.A.R.L  
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE  
AU CAPITAL DE 10.000,00 DIRHAMS  
SIEGE SOCIAL : 34 RUE AZILAL, CASABLANCA.  
I.F. N° 20733310 R.C. N°367873

En date du 19 Janvier 2023, l'assemblée générale a décidé :  
• D'augmenter le capital social d'un montant de cent

quatre vingt dix mille (190.000,00) Dirhams, par souscription en numéraire pour le porter de dix mille (10.000,00) Dirhams à deux cent mille (200.000,00) Dirhams, et ce par la création de mille neuf cent (1.900) nouvelles parts d'une valeur nominale de cent (100,00) Dirhams chacune, à libérer intégralement en numéraire à la souscription.  
• De réviser et de mettre à jour les statuts de la société, en y incluant toutes les modifications statutaires intervenues à ce jour. Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Casablanca, le 25 Janvier 2023 sous le N°855786.

N°4472 /PA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DIVISION DES AFFAIRES TECHNIQUES  
SERVICE DES MARCHÉS

**AVIS DE RECTIFICATION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N° N° 3INDH2023**

JE PORTE A LA CONNAISSANCE DU PUBLIC QUE L'AO N° 3INDH2023 DU 25/07/2023 A 16 H,

PUBLIE AU MEME JOURNAL QUOTIDIEN LIBERATION , RELATIF A : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA

LOT N°1 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES RELEVANT DE LA COMMUNE DE SIDI BIBI .

LOT N°2 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES COLLEGIALES RELEVANT DE LA COMMUNE SIDI BIBI ET LA COMMUNE O'UED ESSAFA .

LOT N°3 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES RELEVANT DE LA COMMUNE O'UED ESSAFA .

LOT N°4 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES RELEVANT DU CERCLE BELFAA MASSA .

LOT N°5 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES FACHUK BIOUGRA ET POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES ET DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES COLLEGIALES RELEVANT DES COMMUNES DU CERCLE AIT BAHA .

LOT N°6 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES ET DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES COLLEGIALES RELEVANT DES COMMUNES SIDI BOUSHAB IMI MDREN .

LOT N°7 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES COLLEGIALES RELEVANT DU CERCLE BELFAA MASSA ET POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES ET DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES COLLEGIALES RELEVANT DE LA COMMUNE AIT MILK .

LOT N°8 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES COLLEGIALES RELEVANT DE LA COMMUNE AIT AMIRA .

LOT N°9 : L'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ROYALE + UN MILLION DE CARTABLES + POUR LES ELEVES TOUTES LES ECOLES PRIMAIRE DE LA COMMUNE AIT AMIRA .

AU NIVEAU DE :  
Les concurrents sont obligés de présenter leurs offres par voie électronique selon les modalités de l'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n° 21-982 du 14/12/2021 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

LE RESTE SANS CHANGEMENT

N°4467 /PA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DIVISION DES AFFAIRES TECHNIQUES  
SERVICE DES MARCHÉS

**AVIS DE RECTIFICATION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N° N° 28/2018 DU 26/11/2018 A 13 H**

JE PORTE A LA CONNAISSANCE DU PUBLIC QUE L'AO N° 28/2018 DU 26/11/2018 A 13 H , PUBLIE AU JOURNAL LIBERATION N°8550 DU 03-04 NOVEMBRE 2018 , RELATIF A : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PISTE RELIANT LA COMMUNE RURALE SIDI BOUSHAB ET DOUAR IOZOURAN A LA COMMUNE RURALE AIT OUAHRIM SUR 15+000KM - PROVINCE DE CHTOUKA-AIT BAHA— A ETE RECTIFIEE , LIRE : B1 AU LIEU DE : B2 PUBLIE, LE RESTE SANS CHANGEMENT

N°4466 /PA





ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE  
DE LA SANTÉ ET DE LA  
PROTECTION SOCIALE  
DELEGATION PROVINCIALE DE TANTAN  
AVIS D'APPEL D'OFFRES  
OUVERT N°03/2023

Le Mercredi 12 juillet 2023 à 11h00min il sera procédé dans la salle des réunions de l'hôpital provinciale Hassan II à TANTAN à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour : - FOURNITURE ET INSTALLATION DU MATÉRIEL MEDICO-TECHNIQUES ET MOBILIERS HOSPITALIERS DESTINÉS AUX ESSAI DE LA PROVINCE DE TANTAN, EN LOTS SEPARÉS :

- LOT N°1 : ACHAT ET INSTALLATIONS D'UN ECHOGRAFIE POUR GYNECOLOGIE
- LOT N°2 : ACHAT ET INSTALLATIONS UNE COUVEUSE DE TRANSPORT
- LOT N°3 : ACHAT ET INSTALLATIONS DES REFRIGERATEUR AVEC CONTROLE DE TEMPERATURE POUR CONSERVATION ET PRODUITS LABILES
- LOT N°4 : ACHAT ET INSTALLATION DES AUTOCLAVES DE PAILLASSE 45L
- LOT N°5 : ACHAT DE LITÈRIE ET MOBILIER MEDICAL
- LOT N°6 : ACHAT INSTRUMENTATION
- LOT N°7 : ACHAT DES EQUIPEMENT DIVERS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau des marchés de la Délégation provinciale de Ministère de la Santé et de la protection sociale à TANTAN. Il peut également être téléchargé à partir du portail des

marchés publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Le cautionnement provisoire est fixé à :

- LOT N°1 : 9 600 MAD (neuf mille six cent Dirhams).
- LOT N°2 : 2 800 MAD (deux mille huit cent Dirhams).
- LOT N°3 : 3 400 MAD (trois mille quatre cent Dirhams).
- LOT N°4-6-8-10 MAD (six mille quatre cent Dirhams).
- LOT N°5 : 14 000 MAD (quatorze mille Dirhams).
- LOT N°7 : 11 300 MAD (onze mille trois cent Dirhams).
- LOT N°8 : 8 500 MAD (huit mille cinq cent Dirhams).

L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : LOT N°1 : 490 000 MAD (quatre cent quatre-vingt mille Dirhams)

LOT N°2 : 144 000 MAD (cent quarante-quatre mille Dirhams)

LOT N°3 : 180 000 MAD (cent quatre-vingt mille Dirhams) ;

LOT N°4-6-8-10 MAD (trois cent vingt-quatre mille Dirhams) ;

LOT N°5 : 723 600 MAD (sept cent vingt-trois mille six cent Dirhams) ;

LOT N°6 : 569 040 MAD (cinq cent soixante-neuf mille quatre Dirhams) ;

LOT N°7 : 426 000 MAD (quatre cent vingt-six mille Dirhams) ;

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatifs aux marchés publics. Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau précité.
- Soit les remettre par courrier recommandé, avec accusé de réception au service précité.

- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit les transmettre par voie électronique via le portail des marchés publics.

Les plis justificatifs à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.

N°4459/PA

SOCIÉTÉ NATIONALE DE RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION  
AVIS D'APPEL  
D'OFFRES OUVERT  
N° 42AOM/SNRT/2023

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises nationales (PME)

Le 12/07/2023 à 11:00 heures, il sera procédé dans les bureaux de la SNRT, 1 Rue El. Belhi Rabat au 4ème étage, salle des réunions au bâtiment, sis à Angès rue Youssef Ibn Tachfine et Assafi, Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour : La fourniture de supports d'enregistrement et de lecture pour les besoins des chaînes Radio et TV de la SNRT

Les prospectus et les documents techniques exigés par l'article 18 du règlement de la consultation doivent être déposés au secrétariat de la direction des achats/SNRT(2ème étage) au plus tard le 11/07/2023 à 16 Heures, délai de rigueur.

- Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement ;
- Au Secrétariat de la Direction des Achats de la SNRT (2ème étage).
- Par téléchargement gratuit sur le portail de dématérialisation des appels d'offres de la SNRT <https://aonrta.ma/> et le

portail marocain des marchés publics <https://www.marchespublics.gov.ma/pmpmp/>

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 9 800,00 Dhs

- L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à : 656 400,00 DHS TTC
- Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions du règlement de consultation. Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au secrétariat de la direction des achats de la SNRT
- Soit les remettre par voie électronique au portail des marchés publics <https://www.marchespublics.gov.ma/>
- Soit les remettre par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Les plis justificatifs à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de la consultation.

N°4460/PA

SOCIÉTÉ NATIONALE DE RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION  
AVIS D'APPEL  
D'OFFRES OUVERT  
N° 41AOM/SNRT/2023

Le 12/07/2023 à 12:00 heures, il sera procédé dans les bureaux de la SNRT, 1 Rue El. Belhi Rabat au 4ème étage, salle des réunions au bâtiment, sis à Angès rue Youssef Ibn Tachfine et Assafi, Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour : La numérisation des anciennes archives télévisuelles stockées sur des supports analogiques de type cassette U-MATIC pour les besoins des archives TV de la SNRT.

- Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement ;
- Au Secrétariat de la Direction des Achats de la SNRT (2ème étage).
- Par téléchargement gratuit sur le portail de dématérialisation des appels d'offres de la SNRT <https://aonrta.ma/> et le portail marocain des marchés publics <https://www.marchespublics.gov.ma/pmpmp/>
- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 16 200,00 Dhs
- L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à : 1 080 000,00 DHS TTC
- Une visite des lieux est prévue le 23/06/2023 à 11Hau Siège de la SNRT -Rabat
- Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions du règlement de consultation. Les concurrents peuvent :

Leurs plis au bureau d'ordre de la direction des achats de la SNRT

- Soit les remettre par voie électronique au portail des marchés publics <https://www.marchespublics.gov.ma/>

- Soit les remettre par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Les plis justificatifs à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de la consultation

N°4461/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE  
DE L'INTERIEUR  
PROVINCE  
DE CHICHAOUA  
CERLE DE CHICHAOUA  
CAIDAT D'AHIDL  
COMMUNE D'AHIDL  
AVIS D'APPEL D'OFFRES  
OUVERT N° 01/2023

Le 13/07/2023 à 11 heure il sera procédé dans les bureaux de siège de la commune d'Ahidl, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offre sur offre de prix concernant : Travaux d'extension de la conduite d'eau potable aux douar AZBANE ELHOUGGAT relevant de la Commune d'Ahidl Province de Chichaoua .

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau technique de la commune. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat [WWW.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 5.000,00 dhs (Cinq mille dirhams).

L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme : 112811,52 dhs (Cent douze mille huit cent onze dirhams,52 Cts).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau technique de la commune.
- soit les remettre par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmis par voie électronique via le portail des marchés publics (soumission électronique).

Les plis justificatifs à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation.

N°4462/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE  
DE L'INTERIEUR  
PROVINCE  
D'OUARZAZATE  
SECRETARIAT GENERAL  
DIVISION DU BUDGET ET  
MARCHES N° DBM/SM  
AVIS D'APPEL D'OFFRES  
OUVERT SUR OFFRES DE  
PRIX N°06 /BG/2023

Le 11 juillet 2023 à 10h00, il sera procédé, dans la salle des réunions du secrétariat général de la province de Ouarzazate à l'appel d'offres sur offres de prix pour LA REALISATION DES ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUES DES TRAVAUX DE DEMOLITION DES MOSQUEES MENACANT RUINE A LA PROVINCE D'OUARZAZATE

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés du Secrétariat Général de la province d'Ouarzazate, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics <http://www.marchespublics.gov.ma>

Le cautionnement provisoire est fixé à un montant de 3000,00 dhs (Trois Mille dirhams). L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de 120 000,00 dhs (Cent Vingt Mille Dirhams Et Zéro Centimes) TTC.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31 du décret n° 02-12-349relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre du secrétariat général de la province d'Ouarzazate sis à avenue Mohamed VI Ouarzazate.
- Soit les remettre par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau précité
- Soit les déposer sous format électronique et ce avant la date d'ouverture des plis
- Soit les remettre directement au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis justificatifs à fournir sont celles prévues à l'article 4 du règlement de consultation. Le dossier technique doit comprendre :

Copie certifiée conforme à l'original du certificat d'ajournement dans le domaine D14.

Pour les concurrents non installés au Maroc doivent produire le dossier technique tel que prévu par l'article 4 du règlement de consultation.

N°4463/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
PROVINCE D'TAMANAR  
ESCALIER DE TAMANAR  
COMMUNE DE TAMANAR  
DIRECTION DES SERVICES  
SUYKULIJA MARCHES

AVIS DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

N° 01/2023

Le 27 Juillet 2023 à 10h30 (Dix heures et demi), il sera procédé dans le bureau de Président de la Commune de Tamamar à l'ouverture des plis des architectes relatifs à la consultation architecturale pour :

ETUDES ARCHITECTURALES ET SUVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE L'ESPACE RECREATIF ENVIRONNEMENTAL ET EDUCATIF DE TAMANAR, PROVINCE D'ESSAOUIRA.

-Le budget prévisionnel maximum Hors taxes pour l'exécution des travaux à réaliser est de : **(4.400.000,00 dhs) Quatre millions Quatre Cent mille dirhams.**

- Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré du Bureau des Marchés de la Commune De Tamamar.

- Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

- Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 100,101 et 102 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les architectes peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la Commune de TAMANAR.
- Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- Soit les remettre au président du jury de la consultation architecturale au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les remettre par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Il est prévu une visite des lieux le 14/07/2023 à 15h (Onze heures). Le lieu de rencontre au siège de la Commune Tamamar.

Les plis justificatifs à fournir sont celles prévues par l'article 6 du Règlement de la Consultation architecturale.

N°4465/PA

ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU  
SERVICE PROVINCIAL DE L'EQUIPEMENT DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE  
DE SIDI SLIMANE.

Avis Rectificatif  
De l'appel d'offres ouvert n° AOSS/16/2023

Le Chef du Service Provincial de l'Équipement, du Transport et de la Logistique de Sidi Slimane, porte à la connaissance des intéressés, que l'avis n° AOSS/16/2023 du 06 juillet 2023 à 13h30mn ; publié au journal LIBERATION N° 9946 du 14/06/2023, A contenu une erreur au niveau du montant en toutes lettres du cautionnement provisoire, il s'agit de « Trois mille dirhams », au lieu de « trois mille six cent dirhams »

Le reste est sans changement.

N°4464/PA

En kiosque ou sur le web

# Votre soutien, Notre avenir

La presse marocaine aux premiers rangs sur tous les fronts

L'information par les professionnels:  
rempart contre l'infoc

Commission de l'entreprise de presse et de la mise à niveau du secteur



© Myriem Khammich



## Portrait

## Kyriakos Mitsotakis

*Un conservateur  
issu d'une  
dynastie  
politique*



**K**yriakos Mitsotakis, qui brigue un deuxième mandat à l'issue des élections législatives en Grèce dimanche prochain, est un conservateur libéral issu d'une longue lignée de responsables politiques et qui a mis en avant la relance de l'économie.

Vainqueur des élections le 21 mai, le dirigeant de Nouvelle-Démocratie (ND) a souhaité la tenue d'un second scrutin pour tenter cette fois-ci de décrocher une majorité absolue qui lui a échappé de peu il y a cinq semaines.

La victoire que lui prédisent les sondages lui permettra "la réalisation des changements qui vont améliorer la vie des citoyens", a promis cet homme de 55 ans, proche de Manfred Weber,

le patron allemand du Parti populaire européen (PPE).

Kyriakos Mitsotakis, qui ne cesse de mettre en avant son bilan économique, a promis des augmentations de salaires, notamment pour les plus faibles revenus, principale préoccupation des Grecs qui subissent la cherté de la vie.

Son premier mandat a été marqué par la relance d'une économie encore en convalescence lorsqu'il accède au pouvoir en 2019 après les années de débâcle financière et de plans d'austérité drastiques.

A la tête d'un important patrimoine immobilier dont il a hérité, il a réduit l'imposition sur la grande propriété au cours de son premier mandat. Issu d'une grande famille politique, ses opposants, en premier lieu le leader de la gauche Syriza Alexis Tsipras, lui reprochent son arrogance supposée.

Ces quatre dernières années, il a mené un tour de vis sécuritaire, marqué par le verrouillage des frontières, pour lutter contre ce qu'il considère comme une "invasion" de migrants depuis la Turquie voisine, et un renforcement du dispositif policier. Son slogan électoral: "Une patrie en sécurité à l'intérieur et fière à l'étranger".

Mais son mandat a aussi été enta-

ché de scandales, notamment l'un, retentissant, sur des écoutes illégales de personnalités politiques et de journalistes.

Il fait aussi face à des accusations récurrentes des ONG et médias sur des refolements de migrants avant qu'ils aient pu présenter leur demande d'asile au sein de l'Union européenne.

Après que la Grèce a dégringolé dans le classement mondial de la liberté de la presse, il a balayé les critiques d'un revers de la main, affirmant que le baromètre de l'ONG Reporters sans frontières, référence mondiale, était de la "merde".

En février, il a été ébréché pour sa gestion jugée calamiteuse de la catastrophe ferroviaire qui a fait 57 morts et suscité une importante vague de colère.

Cet homme aux cheveux poivre et sel, peu à l'aise dans les bains de foule, s'efforce de corriger son image en apparaissant en tenue décontractée dans ses déplacements de campagne: chemise blanche, sans cravate, ou blouson à capuche.

Omniprésent sur les réseaux sociaux, il a notamment mené campagne sur TikTok pour tenter de séduire la jeunesse ou en abordant dans des entretiens télévisés des thèmes encore peu présents dans la sphère publique

en Grèce comme la TVA sur les protections hygiéniques féminines.

Issu d'une dynastie politique crétoise, Kyriakos Mitsotakis est le fils de l'ancien Premier ministre Konstantinos Mitsotakis (1990-1993).

Sa soeur fut notamment ministre des Affaires étrangères. L'un de ses neveux est l'actuel maire d'Athènes, un autre fut son proche conseiller avant d'être limogé sur fond du scandale des écoutes illégales l'été dernier.

Diplômé de l'université américaine Harvard, Kyriakos Mitsotakis a mené une carrière de conseiller financier à Londres, chez McKinsey notamment, avant de reprendre le flambeau politique familial.

Député ND pour la première fois en 2004, il est notamment désigné ministre de la Réforme de l'administration au pic de la crise grecque. Il procède alors à des réductions massives d'effectifs dans la fonction publique.

En 2016, un an après la défaite de son camp par la gauche d'Alexis Tsipras, il est élu dirigeant de la Nouvelle-Démocratie.

Au sein de sa formation, il rapproche alors l'aile nationaliste et le courant libéral qu'il représente.

Trois ans plus tard, il accède au pouvoir.

Issu d'une grande famille politique, ses opposants, en premier lieu le leader de la gauche Syriza Alexis Tsipras, lui reprochent son arrogance supposée.

# Sport

Liga

## Bounou, meilleur joueur du FC Séville pour le mois de mai



L'international marocain Yassine Bounou a remporté le trophée Castore désignant le meilleur joueur du FC Séville pour le mois de mai, a annoncé le club andalou.

Grâce à ses performances à l'Europa League, notamment lors de la finale contre l'AS Rome, Bounou a été désigné

meilleur joueur de l'équipe, a précisé le FC Séville sur ses réseaux sociaux.

Il s'agit de la deuxième reconnaissance de ce genre accordée au portier marocain après celle de janvier dernier. Cette saison, le FC Séville a remporté l'Europa League aux tirs au but (4 tab 1, 1-1 a.p.) contre l'AS Rome grâce à deux penaltys décisifs stoppés par Bounou

qui a été élu MVP de la rencontre.

Arrivé en Espagne en 2012 en provenance du Wydad de Casablanca, le gardien de but des Lions de l'Atlas a joué pour l'équipe réserve de l'Atlético Madrid et au Real Saragosse, avant de rejoindre Gérone en 2016. Bounou est sous contrat avec le FC Séville jusqu'en 2025.

Tennis

## Le Maroc remporte à Nairobi la Coupe Billie Jean King

L'équipe marocaine féminine de tennis a remporté samedi à Nairobi la Coupe Billie Jean King (groupe III Afrique), en s'imposant en finale 2-1 contre la Tunisie.

En individuel, Aya El Aouni a battu Feryel Ben Hassen 6-0 et 7-5, tandis que Yasmine Kabbaj s'est inclinée contre Chiraz Bechri 6-4 et 6-4. En double, la paire marocaine Malak El Allami et Aya El Aouni a scellé la victoire de l'équipe nationale en venant à bout du duo tunisien Feryel Ben Hassen et Chiraz Bechri en trois sets.

En remportant ce tournoi, les Marocaines ont assuré leur qualification au Groupe Europe/Afrique II en 2024. "Tout au long du tournoi, nos jeunes joueuses ont fait montre de combativité et de forte concentration, ne lâchant aucun point depuis la défaite face au Kenya en match d'ouverture", s'est félicité, dans une déclaration à la MAP, le capitaine de l'équipe marocaine Mehdi Ait Barhouch.

Cet exploit est le couronnement d'un travail de longue haleine de la Fédération Royale marocaine de tennis, qui a fait de la formation de base l'une de ses priorités, ne ménageant aucun effort dans le soutien des jeunes tenniswomen et tennismen marocains, a souligné le coach marocain, félicitant le quatuor marocain pour l'effort fourni lors de cette compétition.

De leur côté, les joueuses marocaines ont exprimé leur joie après la victoire, notant qu'elles étaient venues pour remporter la Coupe malgré les conditions climatiques qui ont compliqué la tâche au début du tournoi.

En effet, après la défaite contre l'équipe hôte en match d'ouverture, l'équipe marocaine a enchaîné 4 victoires, contre l'Ouganda (3-0), la Namibie (3-0), le Nigeria (3-0) et le Botswana (3-0), avant de battre la Tunisie en finale et confirmer la supériorité du tennis marocain au niveau continental.

## Le Brésil en noir en Espagne pour lutter contre le racisme

À l'initiative de son ailier Vinicius, victime de racisme à plusieurs reprises dans le championnat espagnol, le Brésil a changé son maillot jaune traditionnel pour un maillot noir samedi pour protester contre les discriminations raciales le temps d'un match amical gagné 4-1 contre la Guinée.

La Seleçao portait pour la première fois un maillot noir, que seuls les gardiens avaient arboré dans son histoire, lors de ce match joué à Barcelone dans le stade de l'Espanyol.

La Fédération brésilienne de football a accompagné cette action du message "Com racismo nao tem jogo" (On ne joue pas avec le racisme).

Plus tôt dans la semaine, les fédérations espagnole et brésilienne ont annoncé que les deux équipes nationales disputeraient un match amical contre le racisme en mars 2024 au stade Santiago-Bernabeu, entre du Real Madrid où joue Vinicius.

Sous le maillot madrilène, le virevoltant joueur de 22 ans avait été la cible d'insultes et de cris de singe lors d'un match à Valence en mai. Ce n'était pas la première fois que Vinicius était victime d'attaques racistes depuis son arrivée dans la capitale espagnole en 2018.

## Modric et la question de la retraite à 37 ans

Ce serait dommage que Luka Modric parte à la retraite internationale à 37 ans, mais le génial N.10 ne veut pas en parler avant la finale de la Ligue des nations contre l'Espagne, où il rêve d'un premier trophée pour la Croatie.

"Luka, joue aussi longtemps que tu peux", titrait vendredi le quotidien sportif Sportske Novosti. "Luka, reste, nous avons besoin de toi" lançait en écho Jutarnji List, affirmant que "la vox populi est claire: nous voulons encore voir le football parfait de Modric avec le maillot national".

Au pays, les avis de deux anciens entraîneurs du Dinamo Zagreb interrogés par Sportske Novosti divergent. Damir Krznar "ne pense pas que Luka se soit fixé une limite.

Il aime jouer, nous on aime le voir, on peut toujours lire la passion, le désir dans ses yeux". Pour Nikola Jurcevic au contraire, "cette Ligue des nations sera ses adieux à l'équipe, c'est mon impression, il a porté la Croatie vers les sommets du football. Il faut se préparer au fait que l'après-Modric approche".

Chaque fois que la question est posée directement à l'intéressé, au moins deux fois par conférence de presse, il sourit et répond la même chose: "Nous verrons, pour le moment nous sommes concentrés sur la Ligue

des nations. Je prendrai une décision après le tournoi. Nous pourrions en parler après, je ne vais pas parler de ça maintenant".

Malin, un journaliste essaie de contourner le mur en lui demandant si, en s'approchant fatalement de la fin, il se dit qu'il faut en profiter plus encore. "Je prends toujours beaucoup de plaisir à jouer pour l'équipe nationale", réplique Modric.

"Ce n'est pas parce que cela pourrait être ma dernière compétition ou mon dernier match, en fait je profite de chaque match, chaque entraînement est une joie. Tant que je sens que je peux encore me rendre utile ici, je ne vois aucune raison de ne pas être là".

Les questions s'étendent aussi parfois à son futur en club: va-t-il rester au Real Madrid après onze ans? "Je l'ai déjà dit plusieurs fois, je vais me répéter, je suis focus sur le match, après nous pourrions parler de mon avenir", riposte Modric, sans se départir de son sourire, à une nouvelle tentative.

Quand un média tente une autre stratégie et demande à Zlatko Dalić, qui a entraîné trois ans en Arabie Saoudite, s'il conseillera à son capitaine de tenter lui aussi un autre championnat, le sélectionneur ne tombe pas dans le panneau. "Luka décidera lui-même ce qu'il fera", lance-t-il avant de souligner: "Avec lui nous sommes

bien meilleurs".

Pour sa 165<sup>e</sup> sélection, Modric a provoqué un penalty, réussi une passe décisive et transformé un autre penalty pour son 24<sup>e</sup> but sous le maillot à damier, contre les Pays-Bas (4-2 a.p.) en demi-finales. "Il est le capitaine, le premier pilote, il a joué 165 matches (pour la Croatie), il est la grande force de cette équipe", ajoute Dalić. "Je peux dire que pendant la préparation il s'est comporté comme un grand athlète, d'ailleurs tout le groupe a donné son maximum, voilà ce que c'est, jouer pour la Croatie", souligne le coach. "Luka est unique, inimitable dans le monde entier, c'est une icône partout où il va.

(Contre les Pays-Bas) quand il a été remplacé (à la 119<sup>e</sup> minute) il a reçu l'ovation de tout le stade" de Rotterdam, conclut Dalić.

Même les adversaires l'encensent, comme Joselu. "Luka Modric est un exemple de sportif, un joueur de son âge qui a toujours cette faim et cette ambition de gagner des titres, on dirait qu'il n'en a jamais assez! Il est un modèle pour tous les enfants, et une preuve de plus que l'âge ne veut rien dire", ajoute malicieusement le buteur de l'Espagne qui a découvert la "Roja" juste avant ses 33 ans et maîtrise la question de la retraite.



## S.M le Roi attribue à Fouzi Lekjaa la présidence du Comité chargé de la candidature du Maroc au Mondial 2030

### Communiqué du Cabinet Royal



*Voici un communiqué du Cabinet Royal :*

"Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a bien voulu attribuer à Monsieur Lekjaa Fouzi, ministre délégué chargé du Budget, président de la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF), la Présidence du Comité chargé de la Candidature du Maroc au Mondial 2030 de Football, dans le cadre d'une candidature conjointe Maroc-Espagne-Portugal.

Sa Majesté le Roi, que Dieu Le glorifie, avait annoncé le 14 mars 2023 à l'occasion de la remise à Kigali du Prix de l'Excellence de la Confédération Africaine de Football (CAF) pour

l'année 2022, décerné au Souverain, la décision du Maroc de présenter, avec l'Espagne et le Portugal, une candidature conjointe pour abriter la Coupe du Monde 2030.

A cette occasion, Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste, avait souligné : "Sans précédent dans l'histoire du football, cette candidature commune sera celle de la jonction : entre l'Afrique et l'Europe, entre le nord et le sud de la Méditerranée, et entre les mondes africain, arabe et euro-méditerranéen. Elle sera, aussi, une candidature de rassemblement autour du meilleur de part et d'autre, et la démonstration d'une alliance de génie, de créativité, d'expérience et de moyens".

### Coupe arabe de futsal

## La sélection marocaine continue à écrire l'histoire

En remportant son 3<sup>e</sup> titre arabe d'affilée, vendredi aux dépens du Koweït (7-1), la sélection marocaine de futsal est entrée de plain-pied dans l'histoire du football en salle arabe à la faveur de ce record exceptionnel.

L'équipe nationale (8<sup>e</sup> au classement mondial) règne ainsi en maître sur la scène arabe après avoir tenu la dragée haute à ses concurrents lors des trois dernières éditions de la compétition panarabe.

Lors de la Coupe arabe (Arabie Saoudite-2023), les hommes de Hicham Dguig ont dominé, de bout en bout, les matchs de la poule B, prenant le dessus sur les Iles Comores (5-0), le Liban (6-0) et le Koweït (4-2).

Les Nationaux ont, ensuite, évincé l'Arabie Saoudite (5-2) en quarts de finale, avant de s'imposer face à la Libye (5-1) en demi-finale.

La 7<sup>e</sup> édition de la Coupe arabe de futsal a réuni les sélections d'Arabie Saoudite, du Maroc, d'Égypte, de Libye, de l'Irak, du Koweït, du Liban, d'Algérie, de Palestine, de Mauritanie, des Comores et du Tadjikistan.

Largement supérieurs à leurs adversaires, les

Lions de l'Atlas sont désormais l'équipe la plus titrée dans la compétition depuis la 1<sup>ère</sup> édition tenue en 1998, après ses consécutions en 2022 face à l'Irak (3-0) et en 2021 au détriment de l'Égypte (4-0).

L'Égypte et la Libye comptent deux titres chacune à leur actif. Il va sans dire que la mise à niveau de la discipline avec la tenue d'un championnat national compétitif et fort a largement contribué aux prouesses de l'équipe nationale.

D'ailleurs, la majorité des joueurs retenus en sélection nationale sont issus de ce championnat qui permet à de nombreux éléments d'embrasser une carrière professionnelle à l'étranger.

Décidément, à la faveur de la stratégie clairvoyante de SM le Roi Mohammed VI, plaçant la jeunesse au centre des intérêts, l'équipe nationale de futsal a trouvé en le Complexe Mohammed VI de football à Maâmora l'endroit idéal pour préparer ses participations sur les scènes régionale, continentale et internationale.

Ainsi, les concentrations de la sélection marocaine se tiennent désormais au niveau de cette installation sportive d'envergure qui accueille également ses matches de préparation.



Sur la scène africaine, l'équipe nationale mène également les débats dans la mesure où elle est double championne d'Afrique en titre, en 2016 en Afrique du Sud et en 2020 à domicile.

Au niveau international, les Lions de l'Atlas ont décroché en 2022 la Coupe intercontinentale

de futsal, organisée en Thaïlande. L'équipe nationale s'était imposée face à l'Iran (4-3) en finale. Lors du Mondial Lituanie-2021, elle a signé le meilleur exploit de son histoire en se hissant en quart de finale, avant de quitter le tournoi, la tête haute, face au Brésil (0-1).

### Botola Pro D1

## L'AS FAR garde le WAC à distance

*L'OCK et l'IRT se révoltent, le DHJ nouvelle lanterne rouge*

En ramenant la victoire (0-1) de la pelouse du Maghreb de Fès, l'AS FAR, leader, a pu garder à distance son dauphin et concurrent pour le titre, le Wydad de Casablanca, large vainqueur à domicile de l'Olympic de Safi (3-1), samedi lors de la 28<sup>e</sup> journée de la Botola Pro D1 "Inwi" de football.

Le club militaire, poussif en cette fin de saison, a souffert avant de ramener la victoire du Grand stade de Fès, sur un but de Reda Slim qui a transformé un penalty à la 65<sup>e</sup> minute, après avoir raté un premier à la 13<sup>e</sup> minute. Le WAC, lui, a mal entamé son match après avoir encaissé un but précoce à la 4<sup>e</sup> minute, oeuvre de Mohamed El Morabit, avant de se ressaisir en inscrivant trois buts à la 13<sup>e</sup> minute par Moncef Amri contre son propre camp, à la 18<sup>e</sup> minute par Jalal Daoudi et à la 90<sup>e</sup> minute sur un penalty de Yahya Jebrane.

Au terme de cette journée, l'AS FAR est toujours en tête avec 63 points, devant le Wydad qui porte son actif à 60 unités.

L'Olympique de Khouribga (OCK) s'est, quant à lui, débarrassé de la lanterne rouge, à la faveur de sa victoire à domicile (3-0) face au Moghreb de Tétouan (MAT), tandis que l'IRTihad de Tanger (IRT) a remporté le duel du bas du classement face au Difaâ El Jadida (1-0), samedi lors de la même journée.

L'OCK totalise désormais 25 unités (15<sup>e</sup>), après sa précieuse victoire face au MAT, grâce à des buts signés Abdelillah Amimi (31<sup>e</sup>) et Ayoub El Gaadaoui (60<sup>e</sup>, 69<sup>e</sup>). De son côté, l'IRT, vainqueur du club doukkali par un but signé Youssoufa Konaté (79<sup>e</sup>), occupe la 14<sup>e</sup> position (26 pts), alors que le DHJ est dernier avec 24 unités à son compte.

Le Mouloudia d'Oujda, auteur d'un match nul (0-0) face au Raja Casablanca, et le Moghreb de Tétouan, qui comptent 29 points chacun, sont menacés par le spectre de la relégation et doivent retraverser les manches lors de la prochaine journée s'ils veulent assurer leur maintien.

## Walid Regragui : La défaite contre les Bafana Bafana, une opportunité pour mieux apprendre

La défaite des Lions de l'Atlas contre les Bafana Bafana constitue une opportunité pour mieux apprendre et se préparer à la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN-Côte d'Ivoire 2023), a déclaré Regragui lors d'une conférence de presse tenue après le match qui s'est soldé par une défaite des coéquipiers de Hakimi par 2 à 1 au stade FNB de Johannesburg.

Soulignant que les Sud-Africains ont joué avec intensité et confiance, notamment durant la première mi-temps, il a noté que le match a été en général marqué par beaucoup d'opportunités pour les deux équipes.

Il a ajouté que durant la deuxième mi-temps, les Lions ont donné du fil à retordre à la défense sud-africaine en mettant davantage de pression et en créant plus d'occasions qui n'ont pas été bien exploitées. Par ailleurs, Regragui a rappelé que beaucoup de joueurs ne sont pas dans leur meilleur état physique après avoir participé aux championnats européens, notant que ce match a été une oc-

casión de tester de nouveaux noms au sein de l'équipe.

Pour sa part, l'entraîneur des Bafana, Hugo Broos, s'est dit très satisfait de la performance de ses joueurs, signalant qu'une énorme progression a été réalisée depuis le dernier match disputé l'année dernière contre le Maroc.

«Aujourd'hui on peut se féliciter d'avoir une équipe homogène, solide et qui joue un bon football, même si on a encore besoin d'améliorer certains aspects tactiques et techniques», a-t-il ajouté. Il a relevé également que le Maroc est doté d'une très bonne équipe, mais «des Sud-Africains ont été plus motivés pour la victoire, notamment à la faveur des encouragements des supporters qui sont venus nombreux pour soutenir leur équipe».

La sélection marocaine avait décroché, officiellement, en mars dernier, son billet pour la phase finale de la CAN au terme du nul (2-2) entre l'Afrique du Sud et le Liberia pour le compte du groupe K.

L'équipe nationale avait battu l'Afrique du Sud (2-1) et le Liberia (2-0), lors des deux précédentes journées de ce groupe qui ne compte que trois sélections, après la suspension du Zimbabwe par la Fédération internationale de football (FIFA).

## Pour baisser vos frais de bagages en avion, portez... un gilet de pêche

Le gilet de pêche va-t-il progressivement s'imposer comme l'indispensable des vols low cost? Depuis avril 2022, la compagnie Ryanair fait payer, en plus du prix du billet, un supplément pour des bagages en cabine. Elle a été suivie dans cette démarche par trois autres compagnies. Les voyageurs ont donc rivalisé d'ingéniosité pour passer outre ces coûts supplémentaires. L'une de leurs trouvailles est le port du gilet de pêche, rapporte le Wall Street Journal, dans un article relayé par GEO.

S'il n'est pas le plus esthétique, le gilet de pêche a un avantage certain : celui de disposer de nombreuses poches suffisamment larges pour y insérer les indispensables de voyage. Conséquence, la veste serait de plus en plus utilisée aux Etats-Unis par les voyageurs aux budgets réduits.

Les années 90 ont vu l'appari-

tion de compagnies low cost qui ont tenté de maximiser leurs bénéfices en intégrant comme supplément des options qui n'étaient pas considérées comme telles auparavant. En effet, avant 2022, seuls les bagages en soute étaient considérés comme un bonus par les compagnies aériennes.

A moins de voyager uniquement avec un sac à main, les prix proposés par les compagnies à prime abord peuvent donc largement augmenter au fil des options choisies par les passagers.

Selon CNBC, cette situation a amené le président américain, Joe Biden, à agir. Le 7 février 2023, à l'occasion de son discours sur l'état du pays, il a exhorté le Congrès à voter la loi de prévention sur les frais dissimulés. Celle-ci devrait permettre d'interdire les coûts supplémentaires inclus dans le billet d'avion. Notamment, dans le vi-



: l'option «rassemblement familial» dans un même avion.

Autres mesures pensées par le gouvernement américain, celle

d'obliger les compagnies à afficher dès le départ le prix intégral du billet d'avion et non de l'afficher au fur et à mesure que l'internaute réa-

lise sa commande ou encore obliger les compagnies à rembourser les voyageurs lorsque le vol a été annulé ou retardé.

## Recettes

### Spaghetti aux boulettes de veau à la sauce napolitaine



#### Ingrédients :

- 500g de spaghettis
- 500g de veau haché
- un oignon râpé
- 1oeuf
- 100g de parmesan râpé
- Persil ciselé
- Sel, Poivre
- Paprika
- Epices pour kefta (Boulettes de viande hachées)
- Huile pour friture

#### Sauce napolitaine:

- 1kg de tomates mûres
- Un oignon
- 2 gousses d'ail
- Une branche de céleri
- Une branche de Thym
- Une carotte râpée
- Persil ciselé
- Sel et Poivre
- Un morceau de sucre
- Une càs d'Origan séché
- 1càs d'huile d'olive
- 1càs de concentré de tomates

#### Préparation :

Commencez par laver et peler les tomates. Découpez les tomates, l'oignon, la carotte et le céleri. Mettez-les dans une sauteuse, sans eau, ajouter l'ail écrasé, saler et poivrer. Porter à ébullition, réduire le feu, couvrir et laisser mijoter 30 minutes.

Mixer longuement pour lisser la préparation. Versez un filet d'huile d'olive, ajoutez le concentré de tomates, le persil, l'Origan, le Thym et le morceau de sucre. Continuez la cuisson pendant 15 minutes. Épicer la viande avec du sel, Poivre, Paprika, épices pour kefta, ajouter l'oignon, l'œuf, le fromage et le persil. Mélangez bien.

Formez des boulettes de viande hachée et faites dorer dans une poêle anti-adhésive avec un peu d'huile.

Cuire les spaghettis dans l'eau bouillante salée. Égouttez.

Mettez les pâtes dans des assiettes creuses, ajoutez les boulettes et nappez de sauce napolitaine.

Servir chaud.

Bonne dégustation

## Loto : Elle se trompe de jour, change un numéro... et remporte la cagnotte de 5 millions d'euros !

Cette Française ne s'attendait pas à toucher le jackpot le samedi 13 mai 2023 lors du tirage du Loto, rapporte le site spécialisé Tirage Gagnant mercredi 14 juin 2023. Cette joueuse occasionnelle avait décidé de tenter sa chance pour remporter une cagnotte restée sans gagnant à trois reprises. Mais elle a, dans un premier temps, fait une erreur dans les dates.

Comme le relate Tirage Gagnant, la joueuse a tout d'abord réalisé deux flashes directement sur le site Internet de La Française des Jeux. Elle souhaitait parier sur le Loto du 13 mai mais s'est aperçue après avoir validé ses grilles qu'elle s'était trompée de tirage.

La femme a alors immédiatement rectifié en lançant deux nouveaux flashes. Avant de modifier l'un des numéros aléatoires choisis par la machine. Elle a ainsi remplacé le nombre 45 par le 34, année de naissance de son père. Une décision payante puisqu'il fallait avoir coché ce jour-là les numéros 6/9/25/34/43 et le numéro chance 5.

«Quand j'ai entendu Jean-Pierre Foucault annoncer qu'il y avait un gagnant sur Internet, j'ai immédiatement pris mon téléphone pour vérifier, confie la nouvelle millionnaire à la FDJ. J'en suis restée abasourdie un moment, je venais de remporter 5 millions d'euros. Je n'étais pas préparée à ce que cela devienne réalité». Avec cette très belle somme, elle espère réaliser son rêve d'acheter une maison sur le bassin d'Arcachon.

Si cette joueuse du Loto a rapidement vérifié sa mise après le tirage du 13 mai, un autre grand gagnant se fait toujours attendre. En effet, un ticket validé en Moselle a permis à un heureux parieur de remporter 2 millions d'euros le 12 juin avec les numéros 12/19/21/26/28 et le numéro chance 2. Si le vainqueur ne se manifeste par dans les 60 jours à partir de la date du tirage, la cagnotte sera remise en jeu.

